

MAHAZOARIVO

Monja Roindefo prends ses quartiers

L'équipe d'Andry Rajoelina a déposé samedi à la HCC une résolution sur la sortie de crise. Elle rendra sa décision dans les prochains jours.

LE sort de Madagascar est entre les mains de la Haute cour cons-

titutionnelle, (HCC).

Pour certifier l'authenticité de son acte, "la Haute autorité de transition (HAT)" présidée par Andry Nirina Rajoelina, a de posé samedi, au greffe de la HCC à Ambohidahy une résolution sur la sortie de crise.

Monja Roindefo Zafitsimivalo, "Premier ministre du gouvernement de la transition" en remettant la résolution à la presse, au palais de Mahazoarivo a déclaré que le président de la République n'est plus en mesure d'exercer les attributions qui lui sont dévolues par la Constitution.

Monja Roindefo s'est référé aux dispositions de l'article 44 de la Constitution qui énoncent les attributions du président de la République en l'occurrence : veiller au respect de la constitution, garantir l'indivisibilité de la République et sauvegarder par son arbitrage le fonctionnement régulier des pouvoirs publics.

Monja Roindefo a déclaré la naissance de la HAT. " Cette institution assure désormais les attributions dévolues au président de la République par la constitution ", a-t-il annoncé avant d'annoncer la prise de fonction du " gouvernement de la transition" dirigé par lui-même.

L'équipe d'Andry Rajoelina propose aussi la mise en place d'un Conseil pour le redressement économique et social mais



Monja Roindefo installé dans le fauteuil du Premier ministre samedi à Mahazoarivo.

réclame en revanche la déchéance du président de la République, de l'Assemblée Nationale, du Sénat, du gouvernement tout en gardant la HCC en exercice.

Redressement économique

La résolution promet d'organiser les élections présidentielles, législatives, communales dans un délai ne dépassant pas vingt-quatre mois. Monja Roindefo a confirmé que la passation de service au niveau du cabinet militaire de la Primature est achevée à 90 %.

Une passation qui ne dit pas son nom selon les uns, un coup d'État pour les autres. Monja a, pour sa part précisé, qu'un coup d'État consiste à renverser un pouvoir souverain" Ce qui

se passe actuellement, c'est le peuple souverain qui reprend son pouvoir. Donc ça n'a rien à voir avec un coup d'État. Vous étiez d'ailleurs témoins de mon entretien avec Charles Rabemananjara jeudi ", a-t-il conclu.

A l'exception de quelques officiers supérieurs, membres du personnel de la Primature, Chanes Rabemananjara et son staff ont brillé par leur absence à Mahazoarivo samedi.

En réaction, une source auprès de la présidence de la République rapporte que " l'équipe d'Andry Rajoelina n'a pas le pouvoir que donne le peuple par les élections démocratiques. Ce mouvement est, et reste jusqu'à maintenant une manifestation de rue qui utilise la terreur et

la repression pour survivre. Une autoproclamation ne donne pas de pouvoir légal...

" Charles Rabemananjara reste le Premier ministre de la République de Madagascar.

" Toute autre façon de prise de pouvoir que celle prévue par la Constitution, constitue une violation de la Constitution et du principe de la démocratie ". Une déclaration qui a attiré l'attention de quelques personnes qui se disent issues de la majorité silencieuse.

" Ce n'est pas la première fois qu'on a entendu ce mot d'autoproclamation ", ont-ils avancé, contredisant poliment la déclaration de la Présidence en faisant allusion à la crise de 2002.

Andry Ratovo

Lundi 16 mars 2009

Evénement

Sylla traité de mpijapy train « mpijapy t »

Opposition. Ta venue sur la Place du 13 mai du président de l'Assemblée nationale, fût-il en qualité d'invité, a soulevé le tollé parmi les opposants pro-Rajoelina.

« Pourquoi est-il venu sur la Place du 13 mai ? Si c'était pour parler de son parcours sin Baux, tout le monde le sait déjà ». Marson Evariste, car cette réflexion est de lui, d'expliquer que « Jacques Sylla est allé de trahison en trahison. Il a trahi Zafy Albert dont il était le ministre des Affaires étrangères pour se rallier par la suite à Marc Ravalomanana dont il devint le Premier ministre. Traitant de tous les noms l'opposition - y compris les députés non Tim- qui n'était pas crédible à son avis ».

Enième trahison. Continuant sur sa lancée, le leader RPSD de rappeler que « pas plus tard que lors de grand'messe d'Ia VOIO ha, en début d'année, Jacques Sylla avait encouragé Marc Ravalomanana à ne pas se laisser faire par Andy Rajoelina ». Pour Marson Evariste,



Pour l'opposition, Jacques Sylla prend le TGV en marche.

« si le président de l'Assemblée nationale devait retourner sa veste, il aurait dû le faire après le carnage du 7 février 2009 à Ambohitsorohitra ou, à la limite, au lendemain de la reprise sanglante des ministères à Anosy par les forces de l'ordre. On l'aurait quelque peu compris s'il l'avait fait à ce moment-là au lieu d'attendre presque le jour de la victoire pour jouer du « mpijapy train ». Il aurait pu faire l'économie d'une la énième trahison ».

Moralité. Même réaction d'indignation de la part de Olala face à la pirouette de Jacques Sylla. Me Willy

Razafinjatovo qui appartient au même corps que le président de l'Assemblée nationale, de souligner qu'« avant d'être admis au barreau, les avocats font l'objet d'une enquête de moralité. Ils doivent notamment être sobres, dignes et de bonne foi ». Olala de demander « quel genre d'avocat est venu sur la Place du 13 mai ? » Et d'expliquer que « hier encore, il était venu au CAPSA T pour tenter d'amadouer les militaires ».

Démission. Il, c'est évidemment Me Jacques Sylla qui, selon Olala, « défendait mordicus la cause de Marc

Ravalomanana en excusant son départ. Aujourd'hui, il prétend avoir négocié la démission de ce dernier ». Continuant ses conclusions « contre l'ex-avocat de la partie adverse, Me Willy Razafinjatovo de faire remarquer que « Jacques Sylla n'a pas de personnalité ni de convictions ». Et de rappeler même que « beaucoup de personnes ont été jetées en prison du temps où il était Premier ministre ». Pour Olala, « avec ce énième revirement, Jacques Sylla est de la même trempe que l'Kaleta ».

Propos recueillis par R. O

16 MARS 2009

Le président Marc Ravalomanana

« J'y suis j'y reste ! »

« *Je ne démissionnerai pas. Je demeure président de la République jusqu'à la fin de mon mandat* » ; en d'autres termes, « *j'y suis, j'y reste !* » Ce sont les déclarations du président Marc Ravalomanana au milieu de ses partisans samedi 14 mars en fin d'après-midi à Iavoloha. « *Il faut aussi que le Sommet de l'Union Africaine se déroule à Madagascar* », a-t-il poursuivi.

L'information est confirmée par une interview que le chef de l'Etat a accordé à l'envoyée spéciale de la radio mondiale RFI : « *Je reste toujours jusqu'à la fin. Je respecte la Constitution et je suis toujours fidèle à la Constitution malgache. C'est une Constitution sacrée pour moi. J'ai juré devant le peuple et Dieu, donc je respecte* ». (Les propos ont été recueillies au beau milieu de la foule des partisans par Ghislaine Dupont)

Les partisans de la légalité et du président Marc Ravalomanana se sont réunis ce samedi 14 mars à Iavoloha pour exprimer leur soutien à ce dernier. Certains des partisans y ont même passé la nuit du vendredi au samedi sur les lieux.

Des partisans convaincus

Convaincus que les partisans de Andry Rajoelina en veulent à mort au chef de l'Etat Marc Ravalomanana, et que des soldats du CAPSAT peuvent se rendre au palais d'Etat d'Iavoloha, les partisans de la légalité ont érigé des barrages filtrants sur la portion de la Route nationale 7 qui traverse le village d'Iavoloha. La scène de la veille qui s'était déroulée au palais de Mahazoarivo inquiète les partisans de la légalité.

Monja Roindefo y était, escorté par des soldats armés jusqu'aux dents. Il avait obtenu du Premier ministre des propos pas rassurants selon lesquels « *il ne boudera pas sur son siège* », affirme une vieille dame parmi les manifestants d'Iavoloha. « *Le Premier ministre a accompagné Monja Roindefo pour se faire photographier lors d'une poignée de main et l'air désemparé ou confus* », poursuit une fan de Marc Ravalomanana. « *Quoi qu'il en soit, nous n'acceptons pas que l'on démette le président de la République car il a été élu par une majorité confortable d'électeurs et son mandat n'est même pas sur le point de s'achever* » insiste un jeune qui dit y avoir passé la nuit.

Charles Rabemananjara demeure Premier ministre

En tout cas, le Premier ministre Charles Rabemananjara a diffusé un communiqué dans lequel il est précisé que la prise du palais d'Etat de Mahazoarivo ne signifie pas disposer de tous les pouvoirs confiés par le peuple par la voie d'élections démocratiques. L'autoproclamation ne signifie non plus avoir entre ses mains le pouvoir légal. Le président de la République demeure à Iavoloha et il n'est pas évident que les forces armées soient tous du côté des opposants, indique le communiqué.

Le même communiqué note la remarque du ministère de la Justice par rapport à la prise du palais de Mahazoarivo : « *la prise de ministère n'a aucune valeur juridique ni légale car, conformément à l'article 53 de la Constitution, c'est le président de la République qui désigne le Premier ministre et il est le seul à pouvoir le démettre suivant des conditions bien définies* ». Comme le Premier ministre n'a pas démissionné et comme le président de la République n'a pas encore décidé de le démettre, Charles Rabemananjara demeure encore Premier ministre et chef du gouvernement.

Recueilli par Valis

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/J-y-suis-j-y-reste,11395.html>

16 MARS 2009

Evénement

« Pour la tenue d'un référendum » ~

Marc Ravalomanana a

« Jamais je ne démissionnerai. Il ne m'appartient pas, plus qu'à vous de juger, mais la vérité éclatera au grand jour ».

Le président de la République, Marc Ravalomanana, s'est adressé, hier, à la population venue le soutenir au Palais d'Etat d'Iavoloaha, ainsi qu'à l'ensemble de la population malgache. « *Jamais, je ne démissionnerai* », a-t-il déclaré. Avant d'enchaîner que « *S'il le faut, nous organiserons un référendum. Je n'ai rien à craindre d'une telle éventualité* ». Et ce, pour régler la crise qui secoue le pays. Le chef de l'Etat, accompagné par son épouse Lalao Ravalomanana,



Le couple présidentiel présent au culte œcuménique.

a réitéré son intention de « *rester fidèle au peuple et de ne jamais le laisser seul* ».

Tout en soulignant que l'heure est venue pour tous de manifester plus que jamais patriotisme et solidarité. Tout en soulignant qu'« *il ne m'appartient pas, plus qu'à vous de juger, mais*

la vérité éclatera au grand jour, tôt ou tard. Toutes ces épreuves sont la manifestation de l'œuvre de Dieu ».

Convictions. En outre, le chef de l'Etat a lancé un appel à la population, à renforcer ses convictions et sa foi en Dieu. « *Je remercie le peuple malgache pour sa sagesse* », a-t-il ajouté. Par ailleurs, le président de la République s'est adressé aux forces armées, les invitant à faire un examen de conscience et à rester fidèles à la légalité. Notons qu'hier, le couple présidentiel a assisté à un culte œcuménique qui s'est tenu, à Iavoloaha. Ce fut

également une occasion pour Marc Ravalomanana de faire passer son message, à ses partisans et à la Nation. En dernière heure, nous avons appris que le chef de l'Etat annonce la tenue d'un référendum qui sera incessamment organisé par le gouvernement.

Recueillis par

Dominique

16 MARS 2009

UE : “Nous ne reconnâitrons pas un président imposé par la force”

Lundi l'Union européenne a mis en garde contre le possible renversement violent du pouvoir à Madagascar et a déclaré qu'elle ne reconnaîtrait pas tout nouveau président imposé par la force.

“L'Union européenne condamne tous les actes de violence», a déclaré le ministre tchèque des Affaires étrangères Karel Schwarzenberg, dont le pays exerce la présidence tournante de l'UE, suite à une réunion à Bruxelles.

“Si un nouveau chef de l'Etat est imposé par la force, par la force militaire, nous ne le reconnaitrons pas”, a-t-il déclaré aux journalistes, ajoutant que le bloc des 27 nations prendra la même décision, comme il l'a fait en Mauritanie.

La déclaration de Schwarzenberg a été faite peu après l'attaque armée faite contre le palais présidentiel.

“Nous suivons de très près la situation, continuerons à le faire, et nous allons prendre des décisions», a déclaré l'UE chef de la politique étrangère Javier Solana, après avoir pris part à la réunion à Bruxelles.

Source : <http://www.topmada.com/2009/03/ue-nous-ne-reconnaitrons-pas-un-president-impose-par-la-force/>

H U M E U R

Inceste

Réalité ou affabulation ?

On ne sait quoi en penser. Toujours est-il que les mercenaires sont sur toutes les lèvres ces derniers temps.

La seule certitude est la présence d'éléments étrangers aussi bien à Ambohitsorohitra lors de la tuerie du 7 février que lors des débuts du maintien de l'ordre le 2 mars à Analakely. Si, sur la Place du Mai, ils se contentaient de donner des ordres à leurs collègues malgaches, à Ambohitsorohitra, ils avaient bel et bien une arme à la main. Si tuer pour une somme donnée suffit à qualifier quelqu'un de mercenaire, alors ils le sont. De là à voir des milliers de les mercenaires débarquer sur nos côtes et à l'aéroport d'Ivato, c'est un peu aller trop vite en besogne. D'abord on voit mal des les mercenaires affronter toute une armée sinon ils seraient allés en Irak, une mission beaucoup plus intéressante côté financier. Ensuite, Il n'existe nulle part au monde une académie de mercenaires où on peut réquisitionner des centaines d'éléments pour une mission. En revanche, des mercenaires il en existe à foison parmi nos politiciens. Autant on est plein d'admiration pour ceux qui sont assidus au rendez-vous de la Place du 13 mai ainsi que pour ceux qui restent fidèles au président de la République à Iavoloha, autant on perd son latin devant la promptitude de certains politicards à retourner leur veste. Tous les rats s'empressent à quitter le cuirassé Potem.. tim alors qu'il n'a pas encore sombré. Des députés, des sénateurs, des délégués d'arrondissement ont vite fait allégeance au mouvement de contestation depuis que les militaires ont changé de camp. Une petitesse d'esprit, un manque cruel d'honnêteté, une absence éhontée de moralité qui sont, hélas, des signes particuliers de la pratique politique. Il est inconcevable qu'un élu fasse trois mandats sous trois majorités différentes.

On aurait aimé que l'interdiction de l'adultère politique figure dans la loi sur les partis, de l'actuel ou du prochain gouvernement.

Le virage effectué par le président de l'Assemblée nationale semble avoir été pris pour un appel du chef de gare. Certes, le revirement a fait l'effet d'une bombe de la part du N°4 du pouvoir, mais il n'a fait que montrer le poids d'une... syllabe dans la résolution de la crise actuelle. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien qu'il a été le special guest du patron de la transition samedi à Analakely. S'il est le personnage clé pour passer de l'insurrection à la constitutionnalité du coup d'État, alors le mercenariat n'est pas aussi répréhensible que cela. Le président de l'Assemblée nationale ne fait d'ailleurs qu'imiter certains barons du régime Ratsiraka passés dans l'autre camp en 2002 et qui sont en passe de laisser tomber Iavoloha. L'inceste est bel et bien dans tous les mœurs.

Sylvain Ranjalahy

Source :

<http://www.lexpressmada.com/index.php?p=display&id=25121&search=mercenaires%2013%20mais>

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

LUNDI 16 MARS 2009

Assises nationales reportées sine die :

Des mercenaires pénètrent sur le territoire malgache

Crise à Madagascar

Bernard YVES

Des Assises nationales convoquées par la Confédération des Eglises Chrétiennes (FFKM), appuyée par le représentant du Secrétaire Général de l'ONU et les représentations diplomatiques en poste à Antananarivo, auraient du débiter le 12 mars. Selon l'annonce faite le 9 mars, ces Assises nationales étaient prévues pour examiner les propositions de sortie de crise ; d'après les rumeurs, 90 participants étaient attendus, dont le tiers issus de la mouvance Ravalomanana, le tiers représentant la mouvance Andry Rajoelina, et le dernier tiers représentant la société civile, les syndicats et autres groupements.



(Photo d'archives Bernard)

La tenue de cette réunion avait obtenu l'aval de Marc Ravalomanana. Or, le Comité National de Coordination (CNC) qui rassemble derrière Andry Rajoelina une trentaine de partis et organisations politiques associations, représentant la société civile, a déclaré dès que fut connue l'information qu'elle ne participerait pas à ces Assises. Le CNC rappelle que les préalables acceptés par les deux parties directement concernées dès l'ouverture du dialogue n'ont pas été respectés par Marc Ravalomanana.

Par ailleurs, sept associations, qui ont décidé de leur côté de convoquer des Etats généraux de la Démocratie, ont posé publiquement des questions fondamentales à propos de ces consultations présentées comme « *élargies* ». En effet, des questions surgissent au sein des diverses composantes de la société : pourquoi 90 participants ? Sur quels critères a été basé le choix des participants ? Quel est l'objectif de ces Assises nationales ? Quel en est l'ordre du jour ? etc...

Les plus sceptiques soupçonnent derrière ces Assises une manœuvre de Marc Ravalomanana, qui persiste à se maintenir à son poste de Président de la République, et tente d'obtenir, pour ce faire, l'onction de ces Assises nationales. En vain, la veille des Assises, un communiqué informait qu'elles avaient été reportées sine die.

L'armée refuse d'exécuter les ordres de Marc Ravalomanana

Sur le terrain, les événements se sont succédé à grande vitesse durant ces derniers jours. La mutinerie qui a éclaté au camp militaire CAPSAT (évoqué dans le document "Crise à Madagascar — 9 —") le 8 mars s'est étendue rapidement au sein de l'armée à Antananarivo, Arivonimamo, Fianarantsoa, etc...

Le 9 mars, des sous-officiers du CAPSAT prennent possession du Ministère de la Défense, puis rencontrent le ministre, le vice-amiral Mamy Ranaivoniarivo et lui demande de signer une lettre de démission. Après discussions, le ministre se plie à cette demande, et lit devant les journalistes les officiers et sous-officiers présents sa lettre de démission signée de sa main, le cachet du Ministère faisant foi ; dans l'après-midi, il devait pourtant déclarer « *qu'il avait démissionné sous la pression* » et était toujours ministre !

Par ailleurs, les militaires du CAPSAT ont précisé d'une part qu'il ne s'agissait pas « *d'un coup d'état militaire* », mais d'une remise en ordre et de la restructuration de l'Armée, et d'autre part, qu'ils désapprouvaient la mise en place d'un Directoire Militaire.

Le 10 mars, les militaires du CAPSAT annonçaient qu'ils avaient reçu le soutien de neuf chefs de corps de l'Armée ; dans la soirée, c'est le colonel de la Gendarmerie chargé des forces d'intervention qui déclare que la Gendarmerie soutient le mouvement du CAPSAT.

Ce même jour, fut présenté aux militaires le nouveau chef d'Etat Major Général de l'Armée (CEMGAM), le colonel André Ndrianarijaona

Le 11 mars, les sous-officiers de la Gendarmerie de Fianarantsoa apportent leur soutien au mouvement du CAPSAT et exigent la démission de Marc Ravalomanana.

Le 12 mars, le Général de la Gendarmerie Pily Gilbin, ayant en charge toutes les unités de la Gendarmerie, confirmait cette prise de position, et condamnait l'utilisation de mercenaires pour mater le mouvement populaire pour la démocratie.

Chantage de la Communauté internationale

Le jeudi 11 mars, la Communauté internationale, par le biais du doyen du corps diplomatique, faisait une déclaration dans laquelle elle présentait les Assises nationales comme une « *réunion de la dernière chance* » pour mettre fin à la crise.

L'opinion malgache a été vivement choquée par les termes de cette déclaration qui, à travers ses lignes, prévient le Peuple malgache que l'échec des Assises nationales aurait des résultats négatifs sur la coopération avec la Communauté internationale, pour le présent comme à l'avenir. Les représentants des bailleurs de fonds traditionnels étant présents lors de la lecture de cette déclaration, on en comprend la signification. Une seule petite phrase se voulait respectueuse de la volonté du Peuple malgache « *à qui il revient en premier de trouver les solutions aux problèmes malgaches* ».

Le Peuple malgache a en effet commencé à résoudre ses problèmes, car dans la journée du jeudi 12 mars, le Gouvernement de transition a installé dans leurs bureaux respectifs le Premier ministre Monja Roindefo au Palais de Mahazoarivo et le ministre des Finances et du Budget Benja Razafimahaleo, qui

assure la tutelle de la Banque Centrale à Antaninarenina. A noter que l'installation de ces deux dirigeants s'est passée sans incidents, avec l'assistance des éléments des forces armées.

Que dira la Communauté internationale face à l'échec des Assises nationales souhaitées par Marc Ravalomanana ? Mais encore, va-t-elle condamner l'attaque au cocktail Molotov perpétrée dans la nuit du 11 mars contre le domicile de Mgr. Odon Razanakolona, Président du FFKM, par des partisans supposés de Marc Ravalomanana ?

Nombre de journalistes n'ont pas caché leur colère devant la partialité de la Communauté internationale dans cette crise.

Les mercenaires entrent en action

Dans leurs déclarations à la presse, les responsables de la gendarmerie, de l'armée et de la police ont unanimement condamné l'utilisation de mercenaires, qui ont été intégrés dans les forces armées pour réprimer les manifestants en faveur de la démocratie. Des observateurs étrangers ont pris à la légère les informations émanant de la population et de quelques journalistes, accusés d'affabuler.

Actuellement, ce sont les hauts responsables des forces armées qui confirment que de nombreux mercenaires sont entrés — ou vont entrer — sur l'île, par Fort-Dauphin et Morondava ; ils ont appelé tous les éléments de l'armée, de la gendarmerie, de la police à les considérer comme des ennemis et à les traiter comme tels ; Ils ont appelé la population à se dresser contre ces envahisseurs d'un nouveau genre.

Double langage de la SADC

Suite à la réunion du Conseil des Ministres de la SADC présidée par le ministre des Affaires étrangères de l'Afrique du Sud et non moins président de ce Conseil, Bkosazana Diamini Zuma, à Cape Town le 27 Février dernier, cette organisation régionale « *n'envisage pas la destitution illégale du Gouvernement légitime au pouvoir et s'engage à fournir l'assistance nécessaire à Madagascar en matière de formation pour les forces de sécurité et d'équipement anti-émeutes* ». Une manière de dire que la SADC va soutenir le régime en place par l'envoi des armes et des hommes. Or, de l'autre côté, la SADC encourage le processus de dialogue en cours à Madagascar et recommande avec insistance que toutes les parties prenantes aux négociations maintiennent leur engagement au processus jusqu'à ce qu'une solution pacifique soit trouvée et s'abstiennent de recourir à la violence pour résoudre leurs différends.

Qu'en dit la Communauté internationale ?

B.Y.

Source :

<http://www.temoignages.re/des-mercenaires-penetrent-sur-le,35674.html>

17 MARS 2009

L'OIF compte appuyer la réalisation du prochain référendum

Une délégation de représentants de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), laquelle était composée de l'ancien Secrétaire Général de l'Organisation de l'Union africaine et ancien Premier Ministre du Togo, Monsieur EDEM Kodjo, de Monsieur Cornelius Aidam, et de Monsieur Xavier Michel a rendu visite au Président Ravalomanana hier matin.

« Nous sommes ici pour essayer de faire en sorte que Madagascar puisse sortir de cette crise » a déclaré Monsieur KODJO à sa sortie. La manière d'y arriver et de ramener tout le monde à la table de concertation a avancé Monsieur KODJO.

Les émissaires de l'Union Africaine, de l'Organisation Internationale de la Francophonie et les Nations Unies se sont rencontrés lundi matin a toujours avancé l'émissaire de l'OIF pour discuter de la situation actuelle. La délégation a exprimé la volonté de l'OIF à appuyer la réalisation du prochain référendum, notamment du point de vue technique et sur le plan des ressources humaines.

Source : Présidence de la République

Source :

<http://www.topmada.com/2009/03/loif-compte-appuyer-la-realisation-du-prochain-referendum/>

MARDI 17 MARS 2009

Référendum

Andry Rajoelina refuse



« Le référendum n'a plus sa raison d'être, le « vahoaka » a déjà parlé et tranché. De quel autre référendum veut-on alors que le « vahoaka » de la Place 13 mai et d'ailleurs réclame et pose comme première condition la démission de Monsieur Ravalomanana ? ». C'est la réponse de Andry Rajoelina ce lundi matin du 16 mars, lors de sa visite à la Radio nationale malgache (RNM) à Anosy, quand des journalistes de la RNM lui ont posé la question relative à la proposition de sortie de crise faite par le président Marc Ravalomanana.

Dans la même journée, Andry Rajoelina a tenu meeting sur la Place 13 mai. Il a demandé l'avis de ses partisans qui lui ont évidemment confirmé qu'ils ne veulent pas du référendum. Andry Rajoelina promet pour ce mardi 17 mars une autre grande révélation ou une grande surprise. En attendant, il a engagé des procédures judiciaires. « Son ministre de la Justice » a publié un mandat d'arrêt contre le président Marc Ravalomanana. Aussitôt, « la ministre de la Justice » a diffusé le mandat d'arrêt à tous les procureurs de l'île. Et dans l'après-midi, les rumeurs faisaient état du fait que des « auxiliaires de la Justice » accompagnés d'éléments armés appuyés par un char, se seraient dirigés vers le Palais d'Etat d'Iavoloha pour exécuter le mandat.

Bref, Andry Rajoelina et les siens continuent de refuser toutes les alternatives qui se présentent. Ils trouvent toujours les moyens et les arguments pour atteindre leur objectif qui est de débouter le président Ravalomanana sinon de le mettre au pied du mur et le remettre à « la Justice » pour les raisons qui ont déjà été déposées auprès de la Haute Cour Constitutionnelle (HCC). Jusqu'à hier cependant, la HCC n'a pas donné suite à l'initiative de « déclaration de naissance de la Haute Autorité de la Transition ».

Recueilli par Valis

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Andry-Rajoelina-refuse,11413.html>

CHRONIQUE DE VANF

Aux militaires de faire la paix ? **Par Nasolo-Valiavo Andriamihaja**

Cette crise politique laissera de graves séquelles militaires à régler. Ces derniers temps, on entend à satiété le ralliement de «Ho an'ny Tanindrazana». Encore un concept dévoyé après ceux de « vahoaka » (foule ou peuple), « démocratie » (l'anarchie ou la responsabilité).

Un ancien officier supérieur raconte que le général Ramanantsoa avait protesté auprès de l'autorité française de l'époque contre la création d'une Académie militaire : « Que voulez-vous que je fasse de ces officiers, des porte-galons ou des grévistes ? ». Peut-on encore réformer cette armée malgache ou faut-il se résoudre, comme l'avait proposé un jeune capitaine plus tard associé au concept de Défense avec le grade de colonel, à en créer purement et simplement une autre ? Finalement, en prenant « leurs responsabilités », les militaires dits du Capsat auront révélé plus de problèmes qu'ils n'en sont capables de résoudre.

Le concept de « Ho an'ny Tanindrazana » (pour la patrie) est dévoyé par le mercenariat, financier et trébuchant sinon moral. L'autre concept « Ho an'ny Lalàna » (au nom de la Loi) invoque déjà des repères plus intellectuels que n'est pas censé comprendre le plus anonyme des soldats de base. Bien que les uns et les autres protestent de leur attachement au « Tanindrazana » et aux « Lalàna », je doute que la quête de la supériorité morale soit exactement au centre de leurs préoccupations.

La réalité des sous-officiers, articulation essentielle dans le fonctionnement d'une armée, fut sans doute trop longtemps masquée par le goulet d'étranglement des innombrables capitaines qui attendaient de passer « automatiquement » au grade supérieur, ou des commandants qui espéraient leur cinquième bouton tout aussi « automatiquement ». De ces élèves-officiers dont se défiait le général Ramanantsoa, combien aurait-il fallu réorienter beaucoup plus tôt au lieu de persister dans un avancement simplement mécanique sans valeur ajoutée ?

Un jour, on fera le bilan de l'Académie militaire d'Antsirabe, fleuron qui accueillit le jeune Thomas Sankara, futur putschiste en Haute-Volta, aujourd'hui Burkina-Faso. Que sont devenus les officiers formés à l'ACMIL ? Quelles valeurs et quels principes ont-ils pu acquérir de leurs aînés et éventuellement transmettre à leurs cadets au gré des affectations de commandement ? En 1972, la figure tutélaire du général Ramanantsoa fut indiscutable. Aujourd'hui, ce collectif de colonels a-t-il au moins la supériorité morale d'avoir un projet qui puisse combler le vide sidéral des discours du 13 mai ?

Pour que l'opinion publique garde sa confiance aux forces armées, il faudra une autre figure tutélaire qui rassure par sa capacité à fédérer toutes les sensibilités et surtout à les transcender par la meilleure synthèse du moment et de son contexte. La paix civile ne sera durablement possible que par le préalable d'un apaisement militaire.

Source : <http://www.lexpressmada.com/index.php?p=display&id=25143>

17 MARS 2009

Armée - Gendarmerie - Police

Pour la démission de Ravalomanana



Le CEMGAM et le Commandant des FIGN.

« L'Armée, la Gendarmerie et la Police réaffirment leur pari de restaurer le calme sur toute l'étendue du territoire; n'acceptent pas l'insistance de M. Marc Ravalomanana qui se à l'encontre de l'intérêt supérieur de la Nation et qui est source de blocage pour l'appareil administratif, l'économie et la vie quotidienne des gens; condamne l'utilisation de l'argent public pour provoquer des troubles à travers des pillages ».

Appel. Dans leur déclaration commune, les trois entités sus-citées exigent « la démission sans délai de M. Marc Ravalomanana pour mettre fin à la crise profonde traversée par le pays; le démantèlement sans délai des barrages sur la RN7 à Tavoahoa; l'arrêt sans délai du financement des auteurs de troubles et

pillages ». L'Armée, la Gendarmerie et la Police « appellent les civils qui défendent au péril de leur vie M. Marc Ravalomanana, à rentrer chez eux ».

Mesures. « Si toutes ces conditions ne sont pas remplies, l'Armée, la Gendarmerie et la Police seraient contraintes de prendre des mesures fermes », est-il souligné dans la déclaration commune rendue publique hier et signée par le Chef d'Etat-Major Général de l'Armée (CEMGAM), le Colonel Ndiririjaona André, le commandant des Forces d'Intervention de la Gendarmerie (FIGN), le Colonel Bruno Razafindrakoto et le Commissaire central de Tana, Francis Randrianatoandro. Etaient aussi présents, le commandant des Forces d'Interven-

tion de la Police (FIP), le commissaire Georges Razafindravonona et les différents chefs de corps au sein de l'Armée. Ils appellent l'Armée, la Gendarmerie et la Police stationnées dans tout le pays, à renforcer leur solidarité face à l'œuvre de rétablissement de la paix. La contribution de la population est également sollicitée, **Tanoloaha.** Pour ce qui est du démantèlement des barrages à Tavoahoa, le CEMGAM d'annoncer que « l'opération est prévue cette nuit », c'est-à-dire hier. Concernant le mandat d'arrêt délivré à l'encontre de Marc Ravalomanana, le Colonel Ndiririjaona André de faire remarquer que « l'exécution des mandats de justice n'est pas de la compétence de l'Armée ». Toutefois, cette dernière pour-

rait, le cas échéant, prêter main forte à la Gendarmerie et à la Police « si le mandat est légal ». En tout cas, le CEMGAM a déclaré vouloir éviter autant que possible toute éffusion de sang.

Référendum. A propos de l'ordre donné aux éléments de l'Armée déployés auprès des institutions de réintégrer les casernes, le CEMGAM de répondre que « bon nombre d'entre eux se sont exécutés ». Les statistiques seront données le moment venu, a-t-il ajouté. Pour dire par contre que « 99% de l'Armée » est derrière lui, touchant « mau » de référendum, il estime que la situation actuelle ne s'y prête point. A son avis, « pareille consultation requiert à la fois du temps et un climat de sérénité ».

Recueillis par R. O

MARDI 17 MARS 2009

Gendarmerie nationale

Le cercle de réflexion des non-alignés interpelle

par [Rakotoarilala Ninaivo](#)

Un Cercle de réflexion non aligné se crée au sein de la gendarmerie nationale. Ce cercle réunit des gendarmes officiers généraux, officiers supérieurs, officiers subalternes, et sous-officiers. Ses membres ont publié une déclaration ce dimanche 15 mars 2009. Une déclaration signée par le Commandant Andriambelosoa Herindraibe. Ils affirment être neutres et impartiaux. « *Nous ne soutenons ni Marc Ravalomanana, ni Andry Rajoelina* », ont-ils déclaré.

Ils condamnent tout affrontement armé et tout usage de la force de quelque manière que ce soit. Ils appellent à la réflexion de tout un chacun. Ils refusent toute forme de coup d'Etat, quelles que soient ses formes vus les conséquences fâcheuses que cela provoque.

Les membres du cercle de réflexion des non-alignés de la gendarmerie réclament ainsi la solidarité de l'armée et des forces de l'ordre : gendarme, militaire, et police nationale. Ils affirment qu'il ne faut pas favoriser l'un ou l'autre des deux camps belligérants. Ils soutiennent la tenue d'une assise nationale pour chercher une solution commune à la crise actuelle. Une solution admise par tous les participants à l'assise.

Source :

<http://www.madagascar-tribune.com/Le-cercle-de-reflexion-des-non,11409.html>

17 MARS 2009

Le Ministre de la Défense Nationale appelle les militaires à revenir dans les casernes



Dans une intervention à la Radio Mada, le Ministre de la Défense Nationale de Madagascar, le vice-Amiral Mamy Ranaivoniarivo, s'est adressé aux hommes de rang, aux officiers, aux sous officiers et aux officiers généraux.

« Je vous ai conduit d'une manière différente, nous avons tous commencé au bas de l'échelle, nous avons respecté la discipline, la hiérarchie, pourquoi s'être trahi ? Laissez les questions qui divisent, laissez la question de légalité ou de légitimité, rentrez dans les casernes. Que les militaires qui sont à l'extérieur reviennent dans les casernes et que ceux qui y sont déjà y restent.

Nous sommes l'avenir de ce pays. Comment allons-nous célébrer le 26 juin ainsi ? Qu'allons-nous laisser à nos enfants, nos petits enfants ? Nous sommes la force de notre pays, du pays de nos ancêtres. Il n'y aura aucun Malagasy qui va aller à l'extérieur. Vous qui êtes dehors, rentrez dans les camps et attendez les consignes, je ne dis plus ordres mais des consignes pas ordres. Merci aux cadets, Merci aux fils.»

Source :

<http://www.topmada.com/2009/03/le-ministre-de-la-defense-nationale-appelle-les-militaires-a-revenir-dans-les-casernes/>

17 MARS 2009

PAGE 3 - L'EXPRESS, DE MADAGASCAR DU MARDI 17 MARS 2009

AMBOHITSOROHITRA

Le Palais d'État assiégé

Les forces de l'ordre ont donné l'assaut à Ambohitsorohitra hier soir. « La Haute autorité de la transition » dispose actuellement du palais d'État.

Le camp Rajoelina contrôle le palais d'État d'Ambohitsorohitra depuis hier soir. Des militaires, essentiellement issus du Corps d'armée du personnel et des services administratif et technique (Capsat) à Soanierana, envoyés sur place pour conquérir le lieu, ont accompli leur mission. Leur opération s'est effectuée sans incident.

Il était 18 heures 50 minutes au moment quand les militaires ont donné l'assaut. Quatre coups de canon ont fait trembler les bâtiments administratifs aux alentours du palais. Ils ont fait suite aux tirs en l'air des gardes. À première vue, la détonation a eu comme résultat la destruction du portail principal de la présidence de la République.

Annonce précoce

Apparemment, les militaires, encore en position de tir, ont réussi à maîtriser le quartier. Ce n'est qu'environ trois quarts d'heure après qu'une deuxième et dernière série de détonations a été entendue à Ambohitsorohitra. Un blindé de l'armée a été par la suite aperçu dans l'enceinte du palais



Un soldat inspectant une pièce du Palais présidentiel.

présidentiel, tandis qu'un autre, de la gendarmerie nationale, s'est installé proche de l'entrée principale.

Les militaires ont bouclé l'assaut à ce stade hier. « C'est fini pour aujourd'hui. Pour le moment, nous n'allons pas procéder à l'ouverture du palais afin d'éviter tout risque. Il fait déjà nuit », a expliqué un des militaires présents sur les lieux. Ce

qui n'a pas été le cas puisque les soldats se sont introduits par la suite à l'intérieur du palais d'État. Ils ont visité une à une toutes les pièces.

Le même interlocuteur a aussi démenti, suite aux bruits qui circulent, le pillage à la Banque centrale de Madagascar située non loin du palais d'Ambohitsorohitra. « Au contraire, nous nous

chargeons de sa sécurisation », a-t-il assuré.

De son côté, le nouveau chef de l'État-major général de l'armée malgache (Cemgam), André Ndririjaona, n'a pas attendu l'aboutissement de l'opération à Ambohitsorohitra pour annoncer à la presse que le palais est déjà acquis depuis un certain temps. Selon lui, la démarche s'est effectuée

à l'amiable. « Ceux qui s'occupaient de la garde du palais sont tous des amis. Ils ne se sont pas opposés à la démarche », a-t-il déclaré à Andohalo, en présence de ses collaborateurs de la gendarmerie et de la police nationales.

Moins d'une heure avant l'opération à Ambohitsorohitra, les forces de l'ordre ont interdit tout trafic du côté d'Antaninarenina. Aucune voiture n'a pu franchir l'accès ni par Ambohijatovo ni par Isoraka.

Sur la Place du 13-Mai hier matin, le « président de la Haute autorité de la transition », Andry Rajoelina, a demandé au ministre de la Justice, ainsi qu'aux forces de l'ordre, pour qu'ils prennent leurs responsabilités. Il souhaite obtenir un bureau à sa disposition.

À l'avoïaha, les fidèles partisans du président Marc Ravalomanana ont mis en place un dispositif pour empêcher toute éventuelle intervention des forces de l'ordre pour les disperser. Hier vers 20 heures, ils ont ainsi renforcé leurs barrières, tout en généralisant les fouilles.

Fano
Rakotondrazaka

NORBERT LALA RATSIRAHONANA Pour une solution' extraconstitutionnelle de sortie de crise

Norbet Lala Ratsirahonana, président du parti Akakiriny rahoaka indrindra (A YI) a rencontré la presse hier à son domicile d'Ambatoroka pour exprimer ses points de vue sur la conjoncture qui prévaut dans le pays. Candidat malheureux aux élections présidentielles de 2006, Ratsirahonana s'est fait depuis discret. Hier, il venait de mettre un terme à sa «politique de l'invisible» et sort enfin de son silence qu'il a qualifié de démocratique.

«Seule une solution extra-constitutionnelle sur une base consensuelle pourra constituer une sortie de crise», a soutenu Ratsirahonana. Selon lui, la mise en œuvre de solutions extraconstitutionnelles n'est pas une nouveauté à Madagascar dans la mesure où l'histoire politique malgache en a offert de nombreux exemples à l'instar des crises de 72 et de 91-92 où il a été respectivement décidé de suspendre la Constitution de 1958 et de restaurer des dispositions nouvelles non prévues par celle de 1975. «Cette spécificité malgache de la sortie de crise doit être reconnue par la communauté internationale qui se retranche derrière la légalité constitutionnelle», a-t-il déclaré en ajoutant que «la communauté internationale doit accepter cet état de fait et insister sur l'ordre constitu-



tionnel ne saurait constituer qu'un facteur de blocage à la crise qui sévit dans le pays». Le président du AVI préconise ainsi la tenue d'une conférence souveraine qui se penchera sur les structures du pouvoir de transition et qui légalisera le mouvement populaire. «Le problème, c'est de convaincre le chef de l'Etat de partir», a-t-il ajouté. A ce sujet, Ratsirahonana en a déjà fait la demande au président au cours d'une audience, mardi dernier à Iavoloha où il s'est confronté au refus de ce dernier.

Ratsirahonana devait hier

lancer un appel à l'endroit de Ravalomanana pour qu'il se retire sagement de la scène politique. Il a exhorté également tous les élus sans distinction à envoyer une demande requérant la démission du président pour un retour à l'apaisement. «Les aides extérieures seront suspendues tant que le régime Ravalomanana subsiste» a-t-il indiqué.

Interrogé sur l'opportunité d'un référendum, Ratsirahonana a déclaré que ni le climat actuel ni le code électoral qui est demeuré inchangé ne permettent un tel scénario.

Sur l'éventualité de retour des exilés politiques, il suggère la publication d'une loi d'amnistie pour les faits relatifs aux événements de 2002.

Ratsirahonana salue le ralliement de Jacques Sylla au mouvement de contestation. Se prononçant sur l'arrestation du chef de l'Etat, il a déclaré que si le procureur de la République retient les charges invoquées contre le chef de l'Etat - dérives constitutionnelles et démocratiques -, il pourra de ce fait, ordonner son application.

Mia livo lolo na

MARDI 17 MARS 2009

Norbert Lala Ratsirahonana

« La seule issue est la démission de Marc Ravalomanana »



« J'ai rencontré tous les représentants de nos partenaires techniques et financiers et nous avons discuté de la situation. La discussion a été rude car quelques-uns parmi eux ne voulaient pas du tout comprendre ou ne comprenaient guère que c'est notre manière à nous depuis toujours de sortir de la Constitution. Mais beaucoup ont été persuadés que la solution que j'ai proposée est acceptable. Il s'agit de la « Conférence souveraine », à l'exemple du Bénin. Mais je leur ai précisé que cette solution ne peut être mise en œuvre tant que Marc Ravalomanana demeure président de la République et chef de l'Etat ». Ce sont les propos de Norbert Lala Ratsirahonana devant la presse ce lundi 16 mars à son domicile à Ambatoroka.

50 millions de dollars ?

Dans cette perspective, il a supplié le président Ravalomanana à déposer sa démission. Il a aussi appelé les députés de toutes les tendances, AVI ou TIM ou Indépendants, à réclamer cette démission.

A suivre les explications de Norbert Lala Ratsirahonana, président de l'AVI, il appelle à cette démission au nom du patriotisme car la situation risque de s'empirer pour la simple raison que les bailleurs de fonds vont devoir fermer les robinets si aucune solution n'est trouvée. Or, Andry Rajoelina a annoncé en milieu de journée qu'un pays ami est déjà prêt à lui fournir cinquante millions de dollars aussitôt qu'il accède au pouvoir. Lequel des deux hommes bluffe ?

Recueilli par Valis

Source :

<http://www.madagascar-tribune.com/La-seule-issue-est-la-demission-de,11416.html>

CRISE L'UA et l'OIF recommandent la poursuite du dialogue

Avant le conseil des ministres qu'il a dirigé hier au palais d'Iavoloha, le président de la République Marc Ravalomanana a reçu la visite de deux délégations, respectivement de l'Union africaine (UA) et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF),

Porteur d'un message du président de la Commission de l'UA, l'ancien ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso, Ablassé Ouédraogo, a indiqué que la mission de la délégation qu'il conduit, a trait à la situation préoccupante à Madagascar, dont les «*contours*» font actuellement l'objet d'examen au niveau du conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Il a, en attendant, encouragé le président à parvenir à «*maintenir la situation de paix sociale*», à faire en sorte que le dialogue ne s'interrompe pas et que «*la constitutionnalité soit constamment respectée*». Le problème est malgache, la solution le sera aussi, selon ses propos, «*il suffit qu'il y ait une volonté politique*».

Ablassé Ouédraogo a également affirmé que l'Union africaine accompagnera les protagonistes pour une sortie de crise satisfaisante pour toutes les parties et qui permettrait à Madagascar de continuer son développement". La délégation de l'OIF a été conduite par l'ancien secrétaire général de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) et ancien premier ministre du Togo, Edem Kodjo,

Envoyés spécialement par le

Mardi 17 mars 2009

Les Nouvelles



Photo : Présidence de la République de Ma

L'OIF, à travers son représentant Edem Kodjo, apporte son appui pour la tenue du référendum projeté par Marc Ravalomanana.

secrétaire général de l'OIF, Abdou Diouf, les membres de cette délégation restent également convaincus de la pertinence du dialogue et des négociations pour dénouer la crise malgache et ont, d'ores et déjà, exprimé la

volonté de l'OIF à appuyer la réalisation du prochain référendum, notamment du point de vue technique et sur le plan des ressources humaines,

Recueillis par Miadana A.

MARDI 17 MARS 2009

Crise politique

L'Union Européenne met en garde les belligérants

Par **Rakotoarilala Ninaivo**

« Cette crise met en péril la stabilité du pays, affecte le peuple malgache et risque de compromettre la poursuite des efforts de la communauté internationale dans la lutte contre la pauvreté à Madagascar ». Tel est le message contenu dans un communiqué du porte-parole du commissaire de l'Union Européenne, Louis Michel, concernant la situation qui prévaut actuellement à Madagascar. Ce communiqué date du samedi 14 mars 2009 et se rapporte aux dernières évolutions de la crise politique à Madagascar.

La Commission européenne est sérieusement préoccupée par la situation d'instabilité et d'incertitude qui prévaut actuellement à Madagascar. Elle insiste sur la nécessité de la tenue d'une assise nationale et appelle toutes les parties malgaches à assurer le calme, tout en les invitant à participer sans tarder à un dialogue élargi tel que préconisé par la médiation proposée par le FFKM (Conseil des Eglises Chrétiennes de Madagascar) et soutenu par les facilitateurs dépêchés par le Secrétaire Général des Nations Unies.

Dans son communiqué, la Commission européenne souhaite vivement la résolution pacifique et légale de la crise politique à Madagascar. *« Ceci afin qu'une solution pacifique, légale et légitime puisse être trouvée à la crise actuelle »*, conclut le communiqué du porte-parole du commissaire de l'Union Européenne.

Source :

<http://www.madagascar-tribune.com/L-Union-Europeenne-met-en-garde,11411.html>



17 MARS 2009

Chute brusque de l'Ariary face à l'euro

L'Ariary nationale a brusquement chuté hier face à l'euro, l'un des devises pivots du MID (Marché Interbancaire des Devises). En effet, l'euro s'échangeait hier à la fin de séance contre 2 515,12 ariary alors que celui-ci coûtait encore 2 490,17 ariary vendredi dernier, soit une perte de près de 25 points entre deux séances. De même, le dollar semble aussi malmener l'ariary ; les cours passant de 1/1 926,78 vendredi dernier à 1/1 934,59, hier. Ce qui représente une dépréciation de 7 points par rapport au billet vert.

Or durant la semaine passée, l'Ariary n'était jamais descendue au dessous de la barre de 2 500. En effet, le niveau des cours (parité euro/ariary) du vendredi dernier a été le plus bas qu'ait connu la monnaie nationale face à l'euro. A noter par exemple que les cours étaient remontés à 1/2 455,94 au début de la semaine dernière. Il faut aussi noter que les cours, pour la parité dollar/aria, oscillaient dans un intervalle assez étroit durant la même semaine pour terminer à 1/1 926,78 vendredi dernier.

Malgré la chute brusque de l'Ariary enregistré lors de la séance du MID d'hier, les spécialistes du marché se disent confiants et avancent qu'il s'agit d'un malaise passager.

Recueillis par Didier Rambelo

Les Nouvelles 17 mars 2009

COMMUNICATION

Pour une RNM et 'une TVM indépendantes

Émettant depuis Iavoloha, l'URNM et l'UTVM ont repris quelques jours après l'incendie des locaux de l'Office de l'URadio et de l'UTélévision malgache (ORTM). Après un essai technique samedi, elles ont recommencé à émettre à partir d'Anosy depuis dimanche grâce à l' collaboration des employés.

Certains locaux d'Antananarivo et de ses environs reçoivent depuis samedi, des émissions de la RNM et de la TVM mais d'un genre tout à fait innovant puisque les nouvelles, par exemple, parlent aussi bien des événements du 13 mai que ceux de Iavoloha.

«Comme nous l'avons spécifié aux lendemains de l'incendie des locaux de l'ORTM, nous sommes des professionnels et allons le montrer en diffusant toutes les informations sans favoritisme aucun», explique Johary Ravoajarahary. Un nouveau leit-motiv qui a été repris par les employés et qui fera désormais en sorte que chaque employé laisse sa couleur politique à la porte en venant travailler et respecter la déontologie du parfait journaliste. La majorité des employés de la RNM, la TVM et la direction des infrastructures techniques (DIT) qui constituent l'ORTM étaient ainsi sur place, hier, pour discuter de l'organisation du travail et recevoir les différentes consignes.



La cellule de montage de la TVM qui comprend un ordinateur offert par le ministre Augustin Andriamananovo.

Diffusion encore restreinte

Contrairement à la RNM et à la TVM qui émettent à partir de Iavoloha, la RNM et la TVM d'Anosy n'émettent pour le moment que pendant des durées restreintes. Ainsi la RNM ne diffuse des émissions qu'entre midi et 19h30 et la TVM de 17h à 21h30. «Nous ne pouvons pas faire mieux car c'est tout juste ce que nous permettent nos moyens», ajoute Johary Ravoajarahary. C'est aussi à l'aide de moyens personnels mis en commun que la radio et la télévision nationales ont pu renaître. Les matériels de la MBS promis par Marc Ravalomanana étant encore utilisés à Iavoloha. Tout comme l'émetteur qui permet de transmettre les images et le son vers le satellite. «Cependant, nous avons pu reprendre possession de l'émetteur d'Ambohimimbina. Ce qui nous permet pour le moment d'émettre à Antananarivo et ses alentours», explique Filaza Joreh. Les techniciens de la radio sont pourtant actuellement en

train de chercher les moyens de diffuser les programmes de la RNM par le biais des ondes moyennes.

Qui sont les pirates?

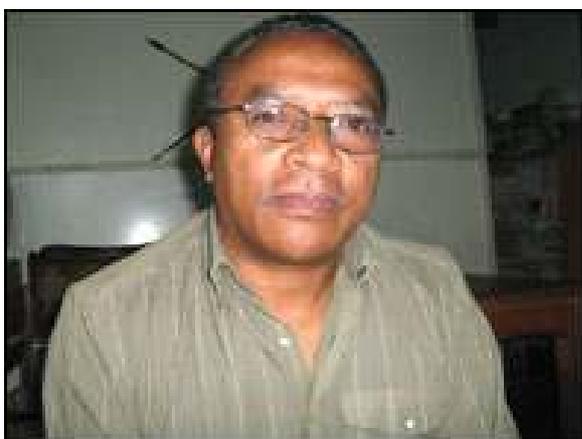
Traités de pirates par une radio de la place, les employés de la radio et la télévision nationales s'en remettent au jugement de la population. «Nous travaillons à Anosy qui a été le siège de la Maison de la radio depuis 1963 et il y a ici quasiment tous les employés de l'ORTM», nous a-t-on expliqué hier. Et si le fait de ne pas pouvoir émettre en dehors d'Antananarivo constitue pour certains la preuve qu'ils sont des pirates, ces employés répondent que cette carence est due à un manque de matériels. Des matériels qui ont été soit brûlés ou pillés lors du fameux «lundi noir», soit transportés ailleurs pour permettre à l'autre RNM et l'autre TVM d'émettre leurs émissions à travers Madagascar.

Océane

MARDI 17 MARS 2009

Maître Jacques Sylla

Constant Raveloson abasourdi



« *Je suis vraiment abasourdi par le comportement du président de l'Assemblée nationale, Maître Jacques Sylla* ». Ce sont les déclarations de Raveloson Constant, qui réagit par rapport au basculement du président de l'Assemblée nationale samedi 14 mai, quand il était sur la Place 13 mai et a siégé aux côtés des opposants.

Le chef du MFM Analamanga et dirigeant syndical à la fois s'interroge encore sur les significations de ce revirement soudain. Il n'est pas convaincu par les explications fournies par le président de l'Assemblée su la Place 13 mai. « *Peut-être qu'il croit que sa démission provoquera une carence ou une dissolution de l'institution qu'il préside ?* » se demande Raveloson Constant qui reste dubitatif. « *Ce pourrait être sa contribution dans la résolution de la crise* » se dit-il.

Raveloson Constant déclare qu'on peut s'interroger pour savoir si le mouvement de la Place 13 mai est une révolte : il affirme, « *après recoupements* », que depuis les débuts du mouvement, le domicile de Maître Jacques Sylla était gardé par des hommes au brassard bleu ou en uniforme bleu issus du 13 mai.

Recueilli par Valis

Source :

<http://www.madagascar-tribune.com/Constant-Raveloson-abasourdi,11419.html>

17 MARS 2009

Flash Infos du mardi 17 mars

- 24:00 - « Je suis à la tête du gouvernement de transition qui prépare l'élection présidentielle anticipée qui se déroulera d'ici 24 mois. Donc vous pouvez m'appeler Président » dixit Andry Rajoelina. Interrogé sur le Coup d'Etat, il a déclaré : « dans une situation exceptionnelle, il faut aussi des mesures exceptionnelles. (...) C'est le peuple qui donne le pouvoir, c'est le peuple qui reprend le pouvoir. Nous répondons à cette demande de me mettre à la tête de la transition ». Sur le président Marc Ravalomanana, il a ajouté, « Je ne sais pas où il est, mais pour autant que je sache, il est toujours à Antananarive. (...) Ce n'est pas moi qui réclame son arrestation, c'est la justice malgache. C'est la justice qui doit trancher le sort de Marc Ravalomanana. » Enfin, il a jugé « louable » la position de la France dans cette crise (LCI)
- 23:30 - L'Ambassade des Etats-Unis déclare ne pas abriter Marc Ravalomanana
- 23:20 - Les Etats-Unis menacent de couper leur aide : toute solution « extraconstitutionnelle » à la crise actuelle entraînerait l'arrêt de cette aide, dixit le porte-parole du département d'Etat, Robert Woods
- 23:00 - Déclaration des généraux : « Nous sommes contre un directoire militaire. Aussi, nous transférons les pleins pouvoirs pour diriger le pays à Andry Rajoelina »
- 21:35 - Les généraux en charge de gérer le Directoire militaire et qui ont été kidnappés par les militaires mutins du CAPSAT ont signé une ordonnance pour transférer le pouvoir à Andry Rajoelina et Ratsirahonana (Antsiva)
- 19:15 - Des membres de la Haute Cour Constitutionnelle (HCC) rencontrent en ce moment Andry Rajoelina à son domicile (Antsiva)
- 19:00 - [URGENT + rectification] RFI : Des sous-officiers ont arrêté 4 généraux à qui le président Ravalomanana a conféré le pouvoir, ils sont actuellement en train de les obliger à signer une déclaration reconnaissant Andry Rajoelina comme le nouveau leader
- 19:00 - [URGENT] RFI : Les soldats mutins n'accepteraient aucun compromis et ont forcé leurs chefs à signer des déclarations donnant le pouvoir à Andry Rajoelina
- 17:45 - L'UA demande à l'armée de ne pas transférer le pouvoir remis par Marc Ravalomanana à Andry Rajoelina et avertit que sinon cela serait un coup d'Etat
- 17:15 - Les généraux kidnappés seraient au CAPSAT, le camp à l'origine de la mutinerie dans l'armée
- 17:15 - Le directoire militaire va organiser les Assises nationales, préparer la révision du code électoral, préparer la loi sur les partis politiques, une élection présidentielle en 24 mois maximum. Le directoire militaire peut prendre les mesures nécessaires pour rétablir l'ordre
- 16:35 - Le pasteur Rasendrasina (président du FJKM) + Généraux + Contre-Amiral Hyppolite capturés par les mutins. L'ambassadeur US a été prié de sortir ainsi que Ratsirahonana
- 16:20 - Des mutins ont mis en sûreté Andry Rajoelina car il n'a pas accepté le directoire
- 16:15 - Déclaration en cours à l'épiscopat Antanimena en présence entre autres de généraux, d'Hyppolite Ramaroson, du FFKM, de l'ambassadeur US des émissaires de l'UA et d'Andry Rajoelina

- 16:05 - Ravalomanana remet le pouvoir à Hyppolite Ramaroson, “le plus ancien dans le grade le plus élevé” d’après Andry Ralijaona porte parole de la présidence
- 15:50 - L’ambassade des Etats Unis à Madagascar déclare que Marc Ravalomanana est désormais sous leur protection
- 15:45 - Marc Ravalomanana a passé le pouvoir aux militaires. Il fera une déclaration dans l’après midi
- 15:20 - Des diplomates affirment que le président a démissionné
- 15:15 - Les ressortissants français reçoivent des sms du consulat de France indiquant que ” La démission du Président pourrait amener certaines personnes à manifester”
- 15:10 - Ravalomanana a rencontré des émissaires de l’ONU, de l’UA et l’ambassadeur US ce matin
- 14:30 - [URGENT] La présidence de la république dément la démission du président Ravalomanana. La Radio Antsiva et la Radio VIVA avaient lancé cette information
- 14:20 - [URGENT] Andry Rajoelina a investi le palais présidentiel d’Ambohitsirohitra. Il est salué par les mutins qui ont pris le palais hier soir. Le coup d’Etat armé que redoutait la communauté internationale semble se confirmer
- 12:20 - 4 autres fourgons blindés de banques auraient été aussi détournés par des mutins
- 11:00 - Un convoi de la Banque Centrale aurait été arrêté ce matin puis emmené par les mutins au palais d’Ambohitsirohitra à côté
- 10:30 - Plusieurs témoins nous affirment que des personnes venues retirer de l’argent aux banques BMOI et BFV, ont été prises à parti par les mutins et emmenées au palais présidentiel d’Ambohitsirohitra à côté
- 10:00 - Plusieurs partisans du président Ravalomanana sont au palais d’Iavoloha
- 10:00 - Antaninarenina, quartier du palais investi, totalement quadrillé par les mutins
- 10:00 - L’Ambassade des Etats-Unis a demandé à tous ses travailleurs de se préparer à quitter Madagascar
- 10:00 - L’Etat demanderait actuellement le soutien de la Communauté Internationale, de la SADC et/ou de l’ONU. « Il s’agirait d’un soutien militaire et administratif »
- 9:30 - Interrogé hier sur France 24, Pierrot Rajaonarivelo a refusé de démentir le soutien financier de l’Amiral « Rouge » Didier Ratsiraka à Andry Rajoelina
- 9:30 - Le Peace Corps a suspendu ses programmes et s’appête à quitter Madagascar. Les 112 volontaires du Corps travaillaient de concert avec le gouvernement malgache sur des sujets comme l’éducation, la santé, le HIV/SIDA, les affaires, la technologie de l’information, l’agriculture et l’écologie
- 9:00 - « Le président compte rester à Madagascar. Il l’a fait savoir à sa garde présidentielle, qui lui a conseillé qu’il devait se rendre ailleurs, et il a répondu ‘Je mourrai avec vous s’il le faut’ » a déclaré hier soir son porte parole, Andry Ralijaona
- 9:00 - La question du référendum « médiatiquement éclipsée » par la tentative de Coup d’Etat de lundi soir par des militaires
- 9:00 - Suite au Conseil des ministres, le Gouvernement avait été appelé hier à organiser au plus vite un référendum demandant à la population de s’exprimer sur la démission du président. Andry Rajoelina avait demandé ensuite à la Police, la Gendarmerie et l’Armée à agir pour l’arrestation du président. Plus tard, dans la soirée, les mutins se disant « être l’Armée » ont concrétisé une tentative de Coup d’Etat armé en investissant un palais présidentiel vide. Condamnation immédiate de l’Union Européenne et de l’Union Africaine

Source : <http://www.topmada.com/2009/03/17/>



17/03/09 : MADAGASCAR: FIL INFO 17 MARS 2009

HEURE DE MADAGASCAR

22H30: Le département d'Etat des Etats Unis assure que Marc Ravalomanana n'est pas à l'ambassade des Etats Unis

21H30: Le directoire militaire de Marc Ravalomanana a transmis par ordonnance le pouvoir à Andry Rajoelina

18H30: Dans un communiqué de la Présidence Marc Ravalomanana a adressé ses remerciements au peuple Malgache, aux collaborateurs, il a remercié la communauté internationale, les partenaires de Madagascar pour tout ce qui a été réalisé jusqu'ici

18H00: dans un communiqué, l'Union Africaine demande a l'armée de ne pas remettre le pouvoir à Andry Rajoelina

17H00: Le vice amiral vice-amiral Ramaroson Rarison Hyppolite ainsi que les 4 généraux chargés de créer un directoire militaire par Ravalomanana ont été arrêtés par l'armée de Andry Rajoelina ainsi que le pasteur Lala Rasendrasahina, à Antanimena.

16H30 : A Iavoloha, les partisans de Marc Ravalomanana démontent les chapiteaux présents depuis quelques jours. Des personnes se rendent sur " la vitrine de Madagascar"

15H45 : l'ambassade des Etats-Unis va assurer la sécurité et le confort de Marc Ravalomanana à partir de maintenant selon Radio Antsiva

15H44 : La foule a quitté Antaninarenina ainsi que le palais d'Ambohitsorohitra

15H20 : L'AFP dit que Marc Ravalomanana a démissionné selon des diplomates en poste. Selon l'Afp et la BBC, il a transféré ses pouvoirs et ceux du premier ministre a un directoire militaire (vice-amiral Ramaroson Rarison Hyppolite)"

15H12 : Les ressortissants français reçoivent des sms du consulat de France indiquant que " La démission du Président pourrait amener certaines personnes à manifester" . La présidence de son coté dément toute démission.

15H10 : Fin des discours. Andry Rajoelina a très peu parlé indiquant qu'il allait " s'occuper du peuple". Les Mpiandry sont en train de collecter des objets fétiches de Marc Ravalomanana trouver dans le palais pour les brûler. Le palais est rempli, la foule attend au niveau de Antaninarenina.

14H50: Dans un communiqué, la Présidence affirme que Marc Ravalomanana n'a pas démissionné de ses fonctions contrairement à ce qui est annoncé sur des radios locales.

14H43: A Ambohitsorohitra, le représentant de la plateforme de l'opposition Harynaivo Rasamoelina proclame Andry Rajoelina président de la Haute autorité de Transition

14H40 : Andry Rajoelina est à Ambohitsorohitra. La foule du 13 Mai l'a suivi jusque devant le palais. Culte religieux en ce moment avant discours de Andry Rajoelina

12H30 : Marc Ravalomanana a reçu ce matin l'ambassadeur des USA, l'émissaire des Nations Unies et le représentant de l'Union Africaine.

11H00 : L'Union européenne condamne tous les actes de violence», a déclaré le ministre tchèque des Affaires étrangères Karel Schwarzenberg, dont le pays exerce la présidence tournante de l'UE, suite à une réunion à Bruxelles. "Si un nouveau chef de l'Etat est imposé par la force, par la force militaire, nous ne le reconnaitrons pas", a-t-il déclaré aux journalistes, ajoutant que le bloc des 27 nations prendra la même décision, comme il l'a fait en Mauritanie

10H32 : Démission des ministres de l'eau, de la santé, de la fonction publique, du tourisme, de l'enseignement supérieur et de l'agriculture, du gouvernement Ravalomanana selon Viva

10H30 : Joint par BfmTv, Andry Rajoelina dit être la seule personne a pouvoir rétablir l'ordre. Il assure avoir le soutien de l'armée.

10H3 : Le peace corps (usa) suspend ses activités suite a la prise du palais d'Ambohitsorohitra. L'organisation annonce l'évacuation imminente de ses travailleurs pour des raisons de sécurité.

10H00 : De nombreuses personnes sont à iavoloha devant le palais

9H30 : les employés de la banque centrale ont rejoint leurs postes aujourd'hui. Les militaires du CAPSAT quadrillent les lieux

Source : http://www.sobika.com/madagascar-informations/news_1305.php



Antananarivo, faha 17 MARTSA 2009

Hafatra avy amin' Atoa Marc RAVALOMANANA, Filohan'ny Repoblikan'i Madagasikara, Talata
17 martsa 2009

Ry Vahoaka Malagasy mpiray tanindrazana,

Fantatsika fa ankehitriny i Madagasikara dia fantatr'izao tontolo izao noho ny ezaka nataontsika amin'ny fanamafisana ny demokrasia sy ny nifidianantsika ny fampandrosoana haingana amin'alalan'ny MAP.

Satria isika mandala ny demokrasia ary zava-dehibe loatra izany, ary manaja ihany koa ny lalàmpanorenana, masina ny lalàmpanorenana ka tokony hajaina.

Tsapako fa tonga eo amin'ny kihon-dahala tsy maintsy andraisako izaho samirery fanapahan-kevitra ankehitriny. Noho izao fisavorovoroana misy, tsy fitoviam-pijery na eo anivon'ny Foloalindahy, na eo anivon'ny olom-pirenena. Zava-dehibe loatra anefa ny famerenana haingana dia haingana ny filaminana sy mba ahafahana miasa miaraka. Nandinika aho, namakafaka lalina ny toe-javatra misy eto Madagasikara ankehitriny.

Tiantsika loatra ity firenena malalantsika ity ary samy Malagasy isika mianakavy, samy tia tanindrazana, ary samy hitady izay hahasoa ity firenentsika ity. Koa antenaiko fa ampahendrena ny fanapahan-kevitra raisiko, dia ny fandravana ny governemanta ary ny fanolorana ny fahefana hananganana "directoire militaire".

Ny antony dia iarahantsika mahalala fa tsy maintsy ao anatin'ny fahatoniana, ao anatin'ny filaminana no hisian'ny fampandrosoana haingana.

Koa manao antso avo amin'ny vahoaka Malagasy rehetra aho, mba ho tony mandrakariva, ary hoy aho matetika, ny saina samy manana, fa ny hevitra no mety tsy mitovy koa alao very tsikalakalambola toy izay very tsikalakalam-pihavanana. Fanapahan-kevitra mafy ary sarotra izany nefa tsy maintsy raisina amin'ny toe-javatra misy ankehitriny. Koa dia misaotra anareo aho ry Vahoaka Malagasy, misaotra anareo aho ry mpiara-miasa rehetra, misaotra an'ireo firenen-drehetra izay nanampy sy nanohana antsika, misaotra an'ireo mpamatsy vola, fa matoa toy izao i Madagasikara dia noho ny fiaraha-miasa misy eo amintsika.

Mino aho, manantena isika mianakavy fa mbola afaka mampandroso amin'ny sehatra samy misy antsika tsirairay avy. Koa dia ny faniriantika rehetra dia ho tonga amin'ny tanjona kendrena dia ny hilaminana, ny hiadanan'ny ambanilanitra.

Homba antsika mandrakariva anie Andriamanitra.



Antananarivo, le **MARDI 17 MARS 2009**

COMMUNIQUE DE PRESSE

Dissolution du Gouvernement, le Président a conféré les pouvoirs à un Directoire militaire

Le Président de la République, Marc Ravalomanana, par le Décret 2009/ 239 du 17 mars 2009, a décidé la dissolution du gouvernement, en abrogeant le décret portant nomination des membres du gouvernement.

Par l'Ordonnance 2009-001 en date du 17 mars 2009, le Président de la République a décidé de conférer à un Directoire militaire les pleins pouvoirs.

- Les pleins pouvoirs sont donnés à un Directoire Militaire dirigé par le plus ancien dans le grade le plus élevé, toutes armes confondues.
- Il en est le Président.
- La composition, l'organisation de ce Directoire Militaire sont laissées à l'appréciation de son Président.
- Le Directoire militaire exerce cumulativement les fonctions du Président de la République et celles du Premier Ministre qui leur sont dévolues par la Constitution.
- Le Directoire Militaire a pour mission de :
 - o Organiser les Assises nationales aux fins de discuter et d'élaborer les modifications éventuelles de la Constitution
 - o Préparer la révision du Code électoral
 - o Préparer la loi sur les partis politiques
 - o Organiser les élections qui s'imposent dans les délais n'excédant pas 24 mois.

Le Directoire Militaire peut prendre toutes autres mesures qu'il estime nécessaires en vue d'instaurer un ordre public stable, de favoriser une authentique réconciliation nationale permettant un véritable développement économique et social.

Dans une déclaration à la nation, le Président de la République, Marc Ravalomanana, a affirmé que sa décision était difficile à prendre, après mûre et profonde réflexion, mais qu'il devait la prendre pour l'intérêt suprême de la nation, devant les divergences de vues aussi bien au niveau des Armées qu'au niveau des citoyens. Il a réitéré que le respect de la Constitution était sacré et que le rétablissement de la paix sociale est important. Le Président de la République, l'appelant au calme, a adressé ses remerciements au peuple Malgache, aux collaborateurs, il a remercié la communauté internationale, les partenaires de Madagascar pour tout ce qui a été réalisé jusqu'ici.

Cette déclaration a été entendue sur Radio Fahazavana FM 88.6

Le Secrétariat à la Communication



**Hafatra avy amin’Atoa Marc RAVALOMANANA,
Filohan’ny Repoblikan’i Madagasikara,**

TALATA 17 MARTSA 2009

Ry Vahoaka Malagasy mpiray tanindrazana

Fantatsika fa ankehitriny i Madagasikara dia fantatr’izao tontolo izao noho ny ezaka nataontsika amin’ny fanamafisana ny demokrasia sy ny nifidianantsika ny fampandrosoana haingana amin’alalan’ny MAP.

Satria isika mandala ny demokrasia ary zava-dehibe loatra izany, ary manaja ihany koa ny lalàmpanorenana, masina ny lalàmpanorenana ka tokony hajaina.

Tsapako fa tonga eo amin’ny kihon-dahala tsy maintsy andraisako izaho samirery fanapahan-kevitra ankehitriny. Noho izao fisavorovoroana misy, tsy fitoviam-pijery na eo anivon’ny Foloalindahy, na eo anivon’ny olom-pirenena. Zava-dehibe loatra anefa ny famerenana haingana dia haingana ny filaminana sy mba ahafahana miasa miaraka. Nandinika aho, namakafaka lalina ny toe-javatra misy eto Madagasikara ankehitriny.

Tiantsika loatra ity firenena malalantsika ity ary samy Malagasy isika mianakavy, samy tia tanindrazana, ary samy hitady izay hahasoa ity firenentsika ity. Koa antenaiko fa ampahendrena ny fanapahan-kevitra raisiko, dia ny fandravana ny governemanta ary ny fanolorana ny fahefana hananganana “directoire militaire”.

Ny antony dia iarahantsika mahalala fa tsy maintsy ao anatin’ny fahatoniana, ao anatin’ny filaminana no hisian’ny fampandrosoana haingana.

Koa manao antso avo amin’ny vahoaka Malagasy rehetra aho, mba ho tony mandrakariva, ary hoy aho matetika, ny saina samy manana, fa ny hevitra no mety tsy mitovy koa alao very tsikalakalambola toy izay very tsikalakalam-pihavanana. Fanapahan-kevitra mafy ary sarotra izany nefa tsy maintsy raisina amin’ny toe-javatra misy ankehitriny. Koa dia misaotra anareo aho ry Vahoaka Malagasy, misaotra anareo aho ry mpiara-miasa rehetra, misaotra an’ireo firenen-drehetra izay nanampy sy nanohana antsika, misaotra an’ireo mpamatsy vola, fa matoa toy izao i Madagasikara dia noho ny fiaraha-miasa misy eo amintsika.

Mino aho, manantena isika mianakavy fa mbola afaka mampandroso amin’ny sehatra samy misy antsika tsirairay avy. Koa dia ny fanirantsika rehetra dia ho tonga amin’ny tanjona kendrena dia ny hilaminana, ny hiadanan’ny ambanilanitra.



Talata 17 martsa 2009

Source: Présidence de la République de Madagascar, 17/03/2009



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana Fahafahana Fandrosoana

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Le Président

ORDONNANCE N° 2009-001 DU 17 MARS 2009
conférant les pleins pouvoirs à un Directoire Militaire

Le Président de la République

Constatant que les circonstances qui prévalent exigent la sauvegarde de l'intérêt supérieur de la nation,

Considérant que le principe de continuité de l'Etat constitue un principe général de droit ayant une valeur constitutionnelle.

Vu la Constitution, notamment en son article 44 alinéa 1^{er}, aux termes duquel :

Le Président de la République est le Chef de l'Etat.

A ce titre, il veille au respect de la Constitution. Il est le garant de l'indivisibilité de la République. Il est le garant par son arbitrage, du fonctionnement régulier des pouvoirs publics, de l'indépendance nationale et de l'intégrité territoriale. Il veille à la sauvegarde et au respect de la souveraineté nationale tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Il est le garant de l'unité nationale.

ORDONNE :

Article premier Les pleins pouvoirs sont donnés à un Directoire Militaire dirigé par le plus ancien dans le grade le plus élevé toutes armes confondues. Il en est le Président.

Article 2 – La composition et l'organisation de ce Directoire Militaire sont laissées à l'appréciation souveraine de son Président.

Article 3 – Le Directoire Militaire exerce cumulativement les fonctions du Président de la République et celles du Premier Ministre qui leur sont respectivement dévolues par la constitution

Article 4 –Le Directoire Militaire a pour mission de :

1-Organiser les assises nationales aux fins de discuter et d'élaborer les modifications de la Constitution

2-Préparer la révision du code électoral

3-Préparer la loi sur les partis politiques

4-Organiser les élections qui s'imposent dans un délai n'excédant pas vingt quatre mois

Le Directoire Militaire peut prendre toutes autres mesures qu'il estime nécessaires en vue d'instaurer un ordre public stable, de favoriser une authentique réconciliation nationale permettant un véritable développement économique et social.

Art 5-En raison de l'urgence et conformément aux dispositions de l'article 4 de l'ordonnance 62-041 du 19 septembre 1962 relatives aux dispositions générales de droit interne et de droit international privé, la présente ordonnance entre immédiatement en vigueur dès qu'elle aura reçu une publication par émission radio diffusée et télévisée ou par affichage, indépendamment de son insertion au Journal officiel. Elle sera exécutée comme loi de l'Etat.

Antananarivo le 17 mars 2009



Yafic RAVALOMANANA



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana – Fahafahana – Fandrosoana

PRESIDENCE DU DIRECTOIRE MILITAIRE

ORDONNANCE N° 2009/002 du 17 mars 2009
portant transfert des pleins pouvoirs à Monsieur Andry RAJOELINA

Le Président du Directoire Militaire

Vu la Constitution

Vu l'ordonnance n° 2009-001 du 17 mars 2009 conférant les pleins pouvoirs à un Directoire militaire

Ordonne

Article 1 : Les pleins pouvoirs sont donnés à Monsieur Andry Rajoelina pour diriger le pays, aux lieux et places du Directoire militaire instauré par l'ordonnance n° 2009/001 du 17 mars 2009.

Article 2 : Il exerce les fonctions et les attributions du Président de la République, conformément aux dispositions de la Constitution pour une période de 24 mois au maximum.

Article 3 : Monsieur Andry RAJOELINA a notamment pour mission d'organiser le régime de transition vers la IV^{ème} République et de prendre toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Article 4 : En raison de l'urgence et conformément aux dispositions de l'article 4 de l'ordonnance n° 62 041 du 19 septembre 1962 relative aux dispositions générales de droit interne et de droit international privé, la présente ordonnance entre immédiatement en vigueur dès qu'elle aura reçu une publication par émission radiodiffusée et télévisée ou par affichage, indépendamment de son insertion au journal officiel. Elle sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Antananarivo, le 17 mars 2009

Vice Amiral RARISON RAMAROSON Hyppolite, Président

Général de Division Rabarisoa Ranto, membre

Général de Division Razafindralambo Rivo, membre



Republikan'i Madagasikara
Tanàna-Varana-Fahafahana-Fampiresonana

Haute Cour Constitutionnelle

Le Président et les Membres

N°79-HCC.G

Monsieur Andry Nirina RAJOELINA
Président de la Haute Autorité de Transition
Antananarivo

Monsieur le Président,

A ce jour, nous avons reçu au siège de la Haute Cour Constitutionnelle votre lettre nous demandant de constater la validité de l'ordonnance n°2009-001 du 17 mars 2009 conférant les pleins pouvoirs à un Directoire Militaire ainsi que de l'ordonnance n°2009-002 du 17 mars 2009 portant transfert des pleins pouvoirs à Monsieur Andry Nirina RAJOELINA et d'en prendre acte.

En premier lieu, l'ordonnance n°2009-001 du 17 mars 2009 équivaut à la démission du Président de la République. En conséquence, la Haute Cour Constitutionnelle constate la vacance de la Présidence de la République au sens des dispositions de l'article 52 de la Constitution.

En deuxième lieu, l'ordonnance sus évoquée, en son article 4, accorde au Directoire Militaire le pouvoir de prendre toutes mesures nécessaires en vue d'instaurer un ordre public stable.

Exerçant ce pouvoir, la Présidence du Directoire Militaire a donné les pleins pouvoirs à Monsieur Andry Nirina RAJOELINA pour diriger le pays aux lieu et place du Directoire Militaire et ce, par ordonnance n°2009-002 du 17 mars 2009.

Par ladite ordonnance, Monsieur Andry Nirina RAJOELINA exerce les fonctions et les attributions du Président de la République énoncées par les dispositions de la Constitution, pour une durée de 24 mois au maximum.

Le Chef suprême de la Nation ainsi que le principe de continuité de l'Etat font entériner les ordonnances précitées et qu'aussi la Haute Cour Constitutionnelle prend acte de la résolution de la sortie de crise politique présentée par la Haute Autorité de Transition à la Haute Cour Constitutionnelle.

De tout ce qui précède,
La Haute Cour Constitutionnelle :

prend acte de l'ordonnance n°2009-001 du 17 mars 2009 conférant les pleins pouvoirs à un Directoire Militaire, de l'ordonnance n°2009-002 du 17 mars 2009 portant transfert des pleins pouvoirs à Monsieur Andry Nirina RAJOLINA ainsi que de la résolution présentée par la Haute Autorité de Transition :

valide les ordonnances sus citées et, en conséquence, déclare que Monsieur Andry Nirina RAJOLINA exerce les attributions du Président de la République énoncées par les dispositions de la Constitution et celles des ordonnances sus évoquées.

Antananarivo, le 18 mars 2009

	RAJONARIVONY Jean Michel, <i>Président</i>	IMBOTY Raymond <i>Haut Conseiller - Doyen</i>	RAHALISON RAZOARIVELO Rachel Bakoly, <i>Haut Conseiller</i>
			
	RABENDRAINY Ramanoeison, <i>Haut Conseiller</i>	ANDRIAMANANDRAIBE RAKOTOHARILALA Auguste, <i>Haut Conseiller</i>	RASAMIMANANA RASOAZANAMANGA Rahelitine, <i>Haut Conseiller</i>
			
	RABEHAJA-FILS Edmond, <i>Haut Conseiller</i>	RAKOTONDRABAO ANDRIANTSHIFA Dieudonné, <i>Haut Conseiller</i>	DAMA RANAMPY Marie Gisèle, <i>Haut Conseiller</i>
			



REPOBLIKAN' I MADAGASIKARA
Tanindrazana – Fahafahana – Fandrosoana

PRESIDENCE DE LA HAUTE AUTORITE DE L'ETAT

ORDONNANCE N° 2009/003 instituant le régime de la Transition vers la IVème République

Le Président de la Haute Autorité de la Transition

Vu la Constitution,

Vu l'ordonnance n°2009/001 du 17 mars 2009 portant dissolution du Gouvernement, et donnant les pleins pouvoirs à un Directoire Militaire,

Vu l'Ordonnance n°2009/002 du Directoire Militaire du 17 mars 2009, conférant les pleins pouvoirs à Monsieur Andry Rajoelina,

Vu le Décret n°2009-001/HAT du 19 mars 2009 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement,

Vu le Décret n° 2009-002/HAT du 19 mars 2009 portant nomination des membres du Gouvernement,

Vu le Décret n°2009-003/HAT du 19 mars 2009 portant proclamation de la situation d'exception.

En conseil des Ministres

ORDONNE

Article premier : Il est créé une Haute Autorité pour la Transition vers la Quatrième République. Elle est garante du fonctionnement régulier des institutions et de la démocratie durant la période transitoire qui ne peut excéder vingt-quatre mois.

En conséquence, les activités des institutions suivantes sont suspendues par la présente ordonnance :

- Le Sénat
- L'Assemblée Nationale

Les attributions de ces institutions sont exercées par la Haute Autorité pour la Transition, le Conseil pour le Redressement Economique et Social ou le Gouvernement dans les consistions fixées par la présente ordonnance.

Art 2.Le Président de la Haute Autorité pour la Transition prête le serment suivant devant la nation eu audience solennelle de la Haute Cour Constitutionnelle et n Présence du Gouvernement et de la Cour Suprême.

« *Eto anatrehan'Andriamanitra Andriananahary sy ny Firenena ary ny Vahoaka, mianiana aho fa hanatanteraka an-tsakany sy an-davany, ary amim-pahamarinana ny andraikitra maha-Filoha Avon y Tetezamita ahy. Mianiana aho fa hampiasa ny fahefana natolotra ahy ary hanokana ny heriko rehetra hiarovana sy hanamafisana ny firaiasam-pirenena, ny zaon'olombelona ary ny demokrasia. Mianiana aho fa hanaja sy hitandrina toa ny anakandriamaso ny Lalàna Fototry ny Tetezamita sy ny Lalampanorenana ary ny Lalam-panjakana, hikatsaka hatrany ny soa ho an'ny Vahoaka malagasy tsy an-kanavaka. »*

Art.3.- Les pouvoirs du Président de la Haute Autorité pour la Transition sont définis comme suit :

- Il est le symbole de l'indépendance, de l'unité nationale ainsi que de l'intégrité territoriale ; a ce titre, il est le chef suprême des armées ;
- Il accrédite et rappelle, sur proposition du Premier Ministre, les ambassadeurs et envoyés extraordinaires de la République malgache auprès des Autres Etats et Organisations internationales ;
- Il reçoit les lettres de créances et de rappel des représentants des Etats et Organisations internationales reconnus par l'Etat malgache
- Il ratifie les conventions et traités internationaux ;
- Exerce le droit de grâce ;
- Confère les décorations de l'Etat
- Promulgue les ordonnances.

Art.4- La Haute Autorité pour la Transition, émanant de tous les composants de la Nation et des Régions, comprend quarante quatre membres désignés par son Président.

Elle élit parmi ses membres un ou des vice-présidents.

Elle ratifie les ordonnances

Le bureau, formé par le Président et les vice-présidents, est assisté par un secrétariat général.

Art.5- Le Conseil pour le Redressement Economique et Social est composé de cent vingt membres au plus, représentants de groupements sociaux, culturels, économiques et professionnels, désignés par le Premier Ministre sur proposition desdits groupements qui doivent tenir compte de la représentativité des régions.

Il a un bureau permanent composé d'un Président et de vice-président dont le nombre ne peut excéder douze.

Le Président et les vice-présidents sont élus par l'ensemble des membres du conseil.

Le Secrétariat est assuré par un haut fonctionnaire de la banque des données de l'Etat, désigné par le bureau permanent.

Le Conseil est chargé de :

- De faire des recommandations au Gouvernement sur la politique économique et sociale ;
- De servir d'organisme pour les comptes économiques et sociaux de la Nation ;
- De favoriser l'instauration d'un équilibre régional équitable ;
- Et, de façon générale, de toutes études que la Haute Autorité pour la Transition ou le Gouvernement estime opportun de lui soumettre.

Il est obligatoirement consulté sur :

- L'ordonnance portant loi de finance ;
- L'élaboration de tout plan de développement général ou sectoriel.

Art.6- Le Président de la Haute Autorité pour la Transition, en Conseil des Ministres :

- Légifère par voie d'ordonnance ;
- Exerce le pouvoir réglementaire ;
- Nomme aux hauts emplois civils et militaires ;
- Nomme et révoque les membres du Gouvernement ;
- Organise les rencontres préparatoires en vue de l'élaboration de la nouvelle Constitution et du nouveau code électoral pour l'avènement de la IVème République ;
- Convoque les électeurs et organise le référendum en vue de l'adoption de la nouvelle Constitution et les élections générales ;
- Proclame, après consultation de la Haute Autorité, l'état d'urgence pour la défense de la République, de l'ordre public et de la sécurité de l'Etat.

Art.7- Le Premier Ministre, en Conseil du Gouvernement :

- Prend les ordonnances portant loi de finances, après avis du Conseil pour le Redressement Economique et Social ;
- Préside le Conseil du Gouvernement ;
- Est le Chef de l'Administration ;
- Veille à l'exécution des décisions de justice ;

- Est garant du maintien de l'ordre, de la sécurité publique dans le respect des libertés fondamentales et des Droits de l'Homme, à cet effet, il est le Chef de toutes les Forces chargées de la police, du maintien de l'ordre, de la sécurité intérieure et de la Défense ;
- Propose et donne des avis au Président de la Haute Autorité pour la Transition pour la nomination des ambassadeurs et envoyés extraordinaires de Madagascar ;
- Négocie les traités et conventions internationales conformément aux principes arrêtés en Conseil des Ministres ;
- Présente à la Haute Autorité les orientations générales de la politique de son Gouvernement.

Art.8- En cas de vacance, pour quelque cause que ce soit, du poste de Président de la Haute Autorité pour la Transition, la Haute Autorité procède à la désignation du nouveau titulaire.

Art.9- La Haute Cour Constitutionnelle est garante du respect des principes généraux du Droit. Elle statue sur le contentieux des opérations de référendum, des élections présidentielles et législatives. Le nombre de ses membres est porté à onze dont quatre sont désignés par le Président de la Haute Autorité pour la Transition, deux par le Premier Ministre, quatre par le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, un par le Conseil Supérieur de la Magistrature. Le Président de la Haute Cour Constitutionnelle est élu par ses pairs. Toute activité politique leur est interdite, ainsi que l'exercice de toute autre fonction publique ou privée, rémunérée ou non, sauf les activités d'enseignement.

Art.10- Il y a impossibilité de cumul de fonction d'une institution à une autre.

Art.11- Dès la publication de la présente Ordonnance, la Haute Autorité pour la Transition et le Conseil pour le Redressement Economique et Social se constituent et procèdent à l'élection de leur bureau respectif ;

Les différentes institutions compétentes procèdent à la désignation des membres de la Haute Cour Constitutionnelle :

Le Premier Ministre procède à des consultations élargies en vue de la formation d'un Gouvernement de consensus et nomme les membres du Gouvernement.

Art.12- Le Président de la Haute Autorité pour la Transition lance un appel au Peuple Malgache tout entier pour que dans la concorde et la Sérénité retrouvées, il œuvre d'un même élan pour le redressement national, le développement, la liberté, la démocratie et l'unité nationale.

Art.13- la législation en vigueur dans la République de Madagascar demeure applicable en ses dispositions qui ne sont pas contraires à la présente Ordonnance, aux principes fondamentaux consacrés dans la Déclaration des Droits de l'Homme et dans le Pacte Internationale relatif aux droits civils et politiques.

Art.14- En raison de l'urgence, la présente Ordonnance entrera en vigueur dès sa publication par émission radio diffusée et télévisée indépendamment de son insertion au Journal Officiel.

Promulguée à Antananarivo, le 19 mars 2009
Andry RAJOELINA

CHRONIQUE DE VANF

Aux militaires de faire la paix ?

Par Nasolo-Valiavo Andriamihaja

Cette crise politique laissera de graves séquelles militaires à régler. Ces derniers temps, on entend à satiété le ralliement de «Ho an'ny Tanindrazana». Encore un concept dévoyé après ceux de « vahoaka » (foule ou peuple), « démocratie » (l'anarchie ou la responsabilité).

Un ancien officier supérieur raconte que le général Ramanantsoa avait protesté auprès de l'autorité française de l'époque contre la création d'une Académie militaire : « Que voulez-vous que je fasse de ces officiers, des porte-galons ou des grévistes ? ». Peut-on encore réformer cette armée malgache ou faut-il se résoudre, comme l'avait proposé un jeune capitaine plus tard associé au concept de Défense avec le grade de colonel, à en créer purement et simplement une autre ? Finalement, en prenant « leurs responsabilités », les militaires dits du Capsat auront révélé plus de problèmes qu'ils n'en sont capables de résoudre.

Le concept de « Ho an'ny Tanindrazana » (pour la patrie) est dévoyé par le mercenariat, financier et trébuchant sinon moral. L'autre concept « Ho an'ny Lalàna » (au nom de la Loi) invoque déjà des repères plus intellectuels que n'est pas censé comprendre le plus anonyme des soldats de base. Bien que les uns et les autres protestent de leur attachement au « Tanindrazana » et aux « Lalàna », je doute que la quête de la supériorité morale soit exactement au centre de leurs préoccupations.

La réalité des sous-officiers, articulation essentielle dans le fonctionnement d'une armée, fut sans doute trop longtemps masquée par le goulet d'étranglement des innombrables capitaines qui attendaient de passer « automatiquement » au grade supérieur, ou des commandants qui espéraient leur cinquième bouton tout aussi « automatiquement ». De ces élèves-officiers dont se défiait le général Ramanantsoa, combien aurait-il fallu réorienter beaucoup plus tôt au lieu de persister dans un avancement simplement mécanique sans valeur ajoutée ?

Un jour, on fera le bilan de l'Académie militaire d'Antsirabe, fleuron qui accueillit le jeune Thomas Sankara, futur putschiste en Haute-Volta, aujourd'hui Burkina-Faso. Que sont devenus les officiers formés à l'ACMIL ? Quelles valeurs et quels principes ont-ils pu acquérir de leurs aînés et éventuellement transmettre à leurs cadets au gré des affectations de commandement ? En 1972, la figure tutélaire du général Ramanantsoa fut indiscutable. Aujourd'hui, ce collectif de colonels a-t-il au moins la supériorité morale d'avoir un projet qui puisse combler le vide sidéral des discours du 13 mai ?

Pour que l'opinion publique garde sa confiance aux forces armées, il faudra une autre figure tutélaire qui rassure par sa capacité à fédérer toutes les sensibilités et surtout à les transcender par la meilleure synthèse du moment et de son contexte. La paix civile ne sera durablement possible que par le préalable d'un apaisement militaire.

Source : <http://www.lexpressmada.com/index.php?p=display&id=25143>

17 MARS 2009

Madagascar: pleins pouvoirs remis à Rajoelina



Le directoire militaire mis en place mardi à Madagascar après la démission du président Marc Ravalomanana a transmis par ordonnance les "pleins pouvoirs" au chef de l'opposition Andry Rajoelina.

"Nous avons refusé catégoriquement le directoire (militaire) que le président (Ravalomanana) nous a demandé de mettre en place après sa démission; nous l'avons refusé depuis toujours; nous conférons totalement le pouvoir à Andry Rajoelina pour présider la transition", a déclaré le vice-amiral Hippolyte Rarison Ramaroson, qui avait été désigné chef du directoire quelques heures auparavant par Marc Ravalomanana. Cette annonce a été faite après une réunion de plusieurs heures entre plusieurs généraux de l'armée. (NLE)

Sources :

<http://www.rtlinfo.be/others/widgets/map/?m=3&y=2009&d=17>



**Système des Nations Unies
à Madagascar**

New York, **17 MARS 2009.**

Déclaration attribuable à la Porte-parole du Secrétaire Général des Nations Unies sur Madagascar

Le Secrétaire général est gravement préoccupé par les développements en cours à Madagascar. Il prend note de la démission du Président Ravalomanana.

Il appelle toutes les parties concernées à agir de manière responsable pour la stabilité et une transition sans heurt qui se réalise par la voie démocratique. Ce processus pacifique ne pourra découler que de dispositions transitoires obtenues par la voie du consensus et bénéficiant d'un large soutien. Le Secrétaire général appelle toutes les parties concernées, en particulier la police et l'armée, à assurer la sécurité de la population et à œuvrer ensemble pour une résolution sans heurt de la crise.

Les Nations Unies, de concert avec tous les autres partenaires, restent engagées par le biais de leur haut conseiller politique, et disposées à aider le pays à parvenir à une solution pacifique et consensuelle.

Statement attributable to the Spokesperson for the UN Secretary-General on Madagascar

New York, 17 March 2009.

The Secretary-General is gravely concerned about the evolving developments in Madagascar. He takes note of the resignation of President Ravalomanana

. He urges all parties concerned to act responsibly to ensure stability and a smooth transition through democratic means. This peaceful path can only be the result of transitional arrangements arrived at by consensus and enjoying wide support. The Secretary-General calls on all concerned, particularly the police and the army, to ensure the security of the population and work together toward a non-violent resolution of the crisis.

The United Nations, along with all other partners, remains engaged through its Senior Political Adviser to help achieve a peaceful, consensual solution in Madagascar

Source:

http://www.snu.mg/new/sites/snu/article.php?article_id=852&lang=fr



Crise politique à Madagascar : le président démissionne

Publié le 17 MARS 2009

marc Ravalomanana a confié mardi 17 mars ses pouvoirs à un "directoire militaire" après deux mois de crise.



La démission du président malgache a été annoncée par plusieurs diplomates en poste dans la capitale, Antananarivo. Un peu plus tôt, le chef de l'opposition Andry Rajoelina avait fait une entrée triomphale dans les bureaux de la présidence, pris d'assaut la veille par l'armée pour précipiter le départ du chef de l'Etat.

Dimanche encore, Marc Ravalomanana avait assuré qu'il ne démissionnerait pas, alors que la contestation enflait depuis décembre. La crise politique avait débuté après l'interdiction en décembre d'une télévision appartenant à Andry Rajoelina, alors maire de la capitale. Fin janvier, le face-à-face avait dégénéré et depuis lors, une centaine de personnes sont mortes lors de violences ponctuelles. L'ancien édile d'Antananarivo, âgé de 34 ans, s'est imposé comme le chef de file de l'opposition, sur fond de crise économique dans l'un des pays les plus pauvres du monde. L'armée, d'abord neutre, s'est rallié à lui et a accéléré la fuite de Marc Ravalomanana. L'homme d'affaires de 59 ans, à la tête de l'État depuis 2002, a transféré ses pouvoirs et ceux du Premier ministre à un directoire militaire. L'Union européenne (UE) et l'Union africaine (UA) avaient mis en garde lundi contre une prise du pouvoir par la force à Madagascar.

Sources : <http://www.auxurnescitoyens.com/v3/article.php?id=8664>



18 MARS 2009-[La Gazette de la Grande Ile](#)

Andry Rajoelina, le nouveau chef d'Etat de Madagascar, a eu chaud

|

Le chef de l'opposition malgache, surnommé TGV, est devenu le nouvel homme fort du pays à l'issue d'une journée mouvementée et confuse. De plus en plus isolé, le président Ravalomanana a démissionné le 17 mars et remis le pouvoir à un directoire militaire présidé par le vice-amiral Hippolyte Ramaroson. Un scénario qui n'a pas plu aux militaires mutins pro-TGV, qui ont immédiatement arrêté les trois officiers généraux. Ce n'est qu'en soirée que ces derniers ont remis le pouvoir à Andry Rajoelina en tant que président de la Haute Autorité de la transition. "Andry Rajoelina doit une fière chandelle aux mutins, qui, en réagissant de façon musclée, ont renversé la vapeur en sa faveur", se réjouit le journal.

Source : <http://www.courrierinternational.com/breve/2009/03/18/andry-rajoelina-le-nouveau-chef-d-etat-de-madagascar-a-eu-chaud>

LES NOUVELLES

18 MARS 2009

ENQUÊTE

Les parents craignent toujours pour leurs enfants

SOCIÉTÉ Une peur généralisée

(Enquête du 18/3/2009)

Tous les parents ont peur actuellement pour leurs enfants. Les parents qui ont des enfants à l'université attendent anxieusement le début effectif de la rentrée universitaire dont les inscriptions ont débuté seulement lundi si elles étaient prévues le 9 mars dernier. Les parents des enfants plus jeunes, eux, ont tout simplement peur pour la vie de leurs enfants. *«Ma fille étudie à l'ESCA Antanimena et un jour, parce qu'il n'y avait pas de bus, elle a dû rentrer à pied à Ampefiloha. C'était la première fois qu'elle faisait ce chemin à pied et comme elle ne connaissait pas la route, elle a suivi une personne qui rentrait aussi de ce côté. Elle n'est arrivée qu'à 14h alors qu'elle finissait les cours à 12h. Je n'ose même pas imaginer ce qui aurait pu lui arriver si elle avait suivi une personne malintentionnée»,* déclare Lolona, mère de quatre enfants.

Dans chaque famille, le dialogue s'est renforcé entre parents et enfants car il a bien fallu leur expliquer ce qui se passe mais aussi et surtout, leur donner les consignes de sécurité à suivre pour rester en vie. Plusieurs se sont organisés pour pouvoir récupérer leurs enfants. Ceux qui ne le peuvent pas essaient de convaincre leurs enfants de ne pas perdre du temps en route. Les élèves qui portent un tablier ont été priés de l'enlever lorsqu'ils ne sont pas dans l'enceinte de leur établissement pour éviter de se faire agresser en cours de route. *«Un groupe de jeunes hommes m'a apostrophé, un jour pour me dire que je ne devais plus aller à l'école. Comme me l'ont conseillé mes parents, je ne leur ai pas répondu et ils ont fini par me laisser partir»,* se rappelle Ranto, un élève de 4ème du CEG d'Antanimbarinandriana.

Soulagement loin du centre-ville

Les parents d'élèves étudiant hors du centre ville ne sont pas vraiment concernés par tous ces problèmes. *«Nous habitons à Ampasampito et nos enfants étudient tout près. Lorsque les enseignants pensent que les événements pourraient devenir dangereux, il n'y a pas école. Nous n'avons qu'à garder nos enfants chez nous et comme c'est assez loin du centre-ville, nous n'avons aucune crainte particulière. Ce sont surtout les parents qui envoient leurs enfants loin de chez eux qui ont peur»,* explique un père de famille. Un fait confirmé par une mère de famille habitant du côté de Tanjombato. *«Nous ne craignons pas grand-chose. Mais d'un commun accord entre les parents d'élèves et les responsables au sein de l'établissement, il n'y a plus de cours les après-midi depuis lundi dernier.»*

Ce qui n'empêche que les parents et tout le monde, en général, attendent malgré tout avec impatience l'issue de cette crise pour que la vie puisse reprendre dans le calme et la sérénité

DIALOGUE Faire attention à ce qu'on dit

Les parents ont peur et à leur insu, ils sont en train de transmettre cette peur à leurs enfants. Cela dépend principalement de la manière dont ils abordent le dialogue avec leurs enfants. Une attitude alarmiste peut être nuisible pour l'équilibre psychique de leurs enfants. D'un autre côté, ne pas parler de ce qui se passe avec les enfants est tout aussi nuisible puisque cela ne les empêche pas de voir ce qui se passe. Et ils pourraient alors en tirer des conclusions toutes aussi néfastes pour leur psychique.

L'heure est donc à la discussion. Mais lorsqu'il est question politique, il faut faire attention à ne pas trop influencer les enfants. Il vaut mieux, autant que possible et malgré les convictions personnelles des parents, essayer de leur raconter les faits et ne pas leur apprendre à haïr. D'autant plus que, étant encore des enfants, ils ne sont pas encore capables de déterminer à quel moment et devant quelles

personnes ils peuvent parler de quoi. Leur apprendre à haïr ou à idolâtrer l'un ou l'autre des deux protagonistes pourrait donc leur faire courir des risques de se faire agresser, moralement ou physiquement par d'autres élèves mais aussi par d'autres personnes.

Les enfants qui ont été agressés dans leur établissement scolaire ainsi que ceux qui ont vécu les différents bombardements de gaz lacrymogène et de tirs de sommation doivent particulièrement être suivis de près. Ces événements peuvent, en effet, marquer gravement un enfant. Les parents doivent ainsi faire attention à tout changement de comportement chez leurs enfants. Dans ce cas, si le dialogue entre parents et enfant ne réussit pas à rendre la sérénité à l'enfant, il est nécessaire de consulter un travailleur social. Les adultes qui ont été touchés, d'une manière ou d'une autre par les récents événements, ont aussi besoin de cet appui psycho-social.

LMA Des élèves prêts à tout pour protéger leur lycée

Des élèves en provenance du lycée technique commercial d'Ampefiloha sont venus perturber ceux du lycée moderne Ampefiloha, mercredi 11 mars dernier. Cet événement s'est soldé par un affrontement entre les deux camps puisque les élèves du lycée moderne Ampefiloha ont répliqué. *«Nous ne sommes pas d'accord que l'on vienne nous perturber ou détruire notre établissement. C'est pourquoi nous nous sommes battus»*, explique une jeune fille de la classe de terminale A. *«Si notre établissement est détruit, nous n'aurions plus d'endroit pour étudier»*, renchérit un élève de la classe de 1ère. Cette raison est donnée par tous les élèves qui ont participé à ce mini-affrontement.

D'autres, moins téméraires, ont cependant choisi de rester en retrait. *«Nous sommes restés en classe parce que nous avons peur de recevoir des jets de pierre. Mais c'était un peu rigolo de voir les élèves se poursuivre»*, explique une autre élève de 1ère. Les parents eux, ont eu une peur rétrospective en voyant les images de l'affrontement entre leurs enfants et les élèves du lycée technique commercial à la télévision. Et d'exiger que les responsables de chaque établissement fassent quelque chose pour éviter que de telles choses se reproduisent.

Mais pour cela, il n'y a pas trente-six solutions. Il faudrait que les membres de l'ordre se postent en permanence devant chaque établissement au risque de traumatiser les élèves et donc de nuire à leur scolarité. Sinon, il ne reste plus qu'à espérer une issue rapide de la crise.

ECOLES Un programme pédagogique perturbé

Les programmes pédagogiques des établissements scolaires situés aux alentours des points chauds de la capitale ont été parmi les premiers à être touchés. En effet, plusieurs établissements ont dû fermer momentanément leurs portes pour la sécurité des élèves mais aussi du personnel et des locaux en général. Cependant, une parfaite organisation du personnel enseignant et administratif a fait en sorte que presque partout, les cours de rattrapage ne sont pas encore trop lourds. Au lycée J. J. Rabearivelo à Analakely par exemple, les cours de rattrapage se feront pendant les vacances de Pâques et il en est de même pour quelques établissements scolaires qui ont, eux aussi, dû fermer leurs portes au cours des derniers mois. Ailleurs, ce sont les examens qui ont été remplacés par des devoirs surveillés. Cette mère de famille raconte que *«le plus grave c'est que, à cause de ces congés forcés répétés, les enfants se croient en vacances et il est parfois difficile de les obliger à prendre leurs cahiers pour travailler à la maison»*. Il y eu un certain temps où les parents craignaient une année blanche mais l'évolution actuelle de la situation commence à rassurer plus d'un. En tout cas, une chose est sûre, jusqu'à maintenant, les dates des examens officiels n'ont toujours pas été modifiées. Seules les inscriptions ont été reportées pour donner le temps à tous les candidats de préparer leur dossier de candidature.

Reports des dates d'inscriptions

CEPE : du 16 mars au 22 mars 2009

BEPC : du 23 février au 22 mai 2009

Dossier réalisé par Océane

Source :

www.les-nouvelles.com/default.php?file=enquete&mode=detail&id=514

Radio France internationale

ARTICLE PUBLIE LE 17/03/2009

DERNIERE MISE A JOUR LE 18/03/2009 A 03:52 TU

Andry Rajoelina se déclare «président de transition»



Andry Rajoelina devant le palais présidentiel d'Antananarivo, le 17 mars 2009.
(Photo : Siphwe Sibeko/Reuters)

L'opposant Andry Rajoelina se dit « *président de transition* » avant une élection présidentielle qui doit avoir lieu « *d'ici 24 mois* », a-t-il déclaré mardi soir à la chaîne d'information française LCI. Un peu plus tôt, les généraux lui avaient confié les pleins pouvoirs après une journée très confuse au plus haut niveau de l'Etat. Le président Ravalomanana a décidé mardi de transférer ses pouvoirs et ceux du Premier ministre à un « *directoire militaire* ». C'est par une ordonnance datée de ce mardi 17 mars que Marc Ravalomanana a donné mission à ce groupe de militaires d'organiser des « *assises nationales* », décision aussitôt comprise comme une démission, même si la présidence malgache n'emploie pas ce mot.

Le vice-amiral Hippolyte Rarison Ramaroson a été très clair : « *On nous a donné les pleins pouvoirs, nous remettons les pleins pouvoirs à Andry Rajoelina. Nous ne voulons rien garder* ». Et puisque le directoire militaire a reçu le pouvoir par ordonnance mardi matin, c'est encore par ordonnance qu'il a désigné Andry Rajoelina pour présider la transition.

Andry Rajoelina, après avoir reçu les pleins pouvoirs de l'armée malgache

« *Suite à la décision du directoire militaire, c'est moi, Andry Rajoelina, qui dirige le pays actuellement... Je suis le président de la transition.* »

18/03/2009 par Catherine Ninin

Selon les généraux, cette passation était leur objectif dès cet après-midi, mais on ne les a pas laissés faire lors d'une réunion à l'épiscopat. Andry Rajoelina avait claqué la porte dès le début de cette réunion qui devait valider le « *directoire militaire* » et les trois généraux avaient été emmenés *manu militari* par les soldats du CAPSAT, ces soldats qui symbolisent la révolte de l'armée contre Marc Ravalomanana. On se demandait alors ce qu'il allait advenir d'eux et en fait finalement ils ont juste confirmé cette intention de donner le pouvoir à Andry Rajoelina. « *Nous n'avons pas pris cette décision sous la contrainte* », assuraient les trois généraux.

Maintenant, il va falloir voir comment se concrétise dès demain cette déclaration, ce nouveau pouvoir qui appartiendrait à Andry Rajoelina. L'opposant n'est plus opposant théoriquement maintenant puisqu'il a les pleins pouvoirs, mais il faut désormais qu'il définisse les contours précis de la transition, de nombreuses incertitudes techniques demeurent. Il faudra aussi voir l'accueil que lui fera la population d'Antananarivo mais aussi celle de la province après cette annonce.

Le déroulé de la journée

Mardi matin, Andry Rajoelina fait une entrée triomphante dans les bureaux de la présidence à Antananarivo

accompagné par une foule de sympathisants.

A une douzaine de kilomètres, le chef de l'Etat, Marc Ravalomanana, est retranché dans un autre palais à quelques kilomètres de la capitale protégé par la garde présidentielle.

Vers 11H30 TU, RFI apprend que le président Ravalomanana, cédant aux pressions de l'opposition, annonce qu'il décide de transférer ses pouvoirs et ceux du Premier ministre à un « *directoire militaire* » qui sera dirigé par l'officier le plus ancien et le plus haut gradé. Il s'agit du vice-amiral Hippolyte Rarison Ramaroson à qui est confiée la mission d'organiser des « *assises nationales* ».

Cette décision de Marc Ravalomanana est alors comprise par beaucoup comme une démission d'autant que ce dernier quitte sa résidence pour une destination inconnue. Mais la présidence dément toute démission.

A la suite de la signature de cette ordonnance, le Conseil des Eglises malgaches -qui rassemble les Eglises protestantes et catholiques - a organisé une réunion de médiation avec l'ensemble des acteurs de la crise. Mais cette réunion a mal tourné.

Le médiateur, Monseigneur Odon Razanakolona, archevêque d'Antananarivo, a voulu informer tous les acteurs de cette affaire de l'ordonnance présidentielle. Il a donc convoqué l'état-major, Andry Rajoelina, en présence des différents émissaires, celui de l'ONU, de l'Union africaine, et quelques diplomates, dont le doyen, le nonce apostolique.

Les membres du directoire arrêtés

Lorsque Andry Rajoelina est arrivé et a été informé du contenu de cette ordonnance présidentielle qui donne donc le pouvoir du président à un « *directoire militaire* », il a visiblement refusé et était assez mécontent. Il est sorti. A ce moment-là, le groupe de militaires qui l'accompagnait s'est énervé et a arrêté les trois hauts gradés membres de ce directoire, et qui participaient à cette réunion. Ils ont été emmenés au CAPSAT, le camp militaire proche de la capitale, d'où est partie la mutinerie qui a précédé le lâchage du président Ravalomanana par l'armée ces derniers jours.

Finalement aux alentours de 19 heures TU, le vice-amiral Hippolyte Rarison Ramaroson annonce : « *Nous remettons les pleins pouvoirs à Andry Rajoelina. Nous ne voulons rien garder* ». Les trois gradés assurent n'avoir pas pris cette décision sous la contrainte.

Source : http://www.rfi.fr/actufr/articles/111/article_79313.asp



18 MARS 2009

Antanimena. Le président du FJKM, le pasteur Lala Rasendrahasina, et trois généraux ont été malmenés hier à l'Episcopat.

Lala Rasendrahasina et 3 généraux emmenés manu militari au CAPSAT

Directoire militaire. Une tuerie a été, de justesse, évitée hier à l'épiscopat à Antanimena. Un capitaine du CAPSAT a failli ouvrir le feu sur des personnalités qui ont assisté à la séance de lecture de l'ordonnance signée par Marc Ravalomanana, instituant un Directoire militaire. L'ambassadeur des Etats-Unis, Niels Marquardt, le président du FJKM, Lala Rasendrahasina, et le vice-amiral Ramaroson Rarison Hyppolite figuraient dans la ligne de mire de ce capitaine qui a sérieusement menacé avec son Kalach les invités du FFKM et de la communauté internationale. Ces deux derniers ont été finalement emmenés manu militari au CAPSAT. Deux autres généraux l'ont été également, à savoir Ranto Rabarisoa (ancien commandant de l'ACMIL) et Rivohanitra Razafindralambo (ancien Cemgam). Niels Marquardt qui aurait cautionné la mise en place du Directoire militaire, et parti en catastrophe. Quant au pasteur Lala Rasendrahasina il est tout simplement jugé comme étant un proche de Marc Ravalomanana. Pour les trois officiers généraux, ils ont été chargés par Marc Ravalomanana de diriger le Directoire militaire.

« **Petits Ravalomanana** ». Le président de la HAT, Andry Rajoelina, et son premier ministre, Monja Roindifo, ont été également présents hier à Antanimena. « *Je ne prends pas acte de ce qui a été dit dans cette ordonnance* », a-t-il fermement déclaré, à la lecture de ladite ordonnance par l'émissaire des Nations Unies, Tiébilé Dramé. La délégation de la Transition a quitté les lieux après avoir transmis son message au FFKM et à la communauté internationale. Le départ de cette délégation a déclenché la fureur des éléments du CAPSAT. « *C'est du jamais vu à Madagascar.* », a témoigné Norbert Lala Ratsirahonana, qui a également figuré parmi les invités du FFKM et de la communauté internationale. Par contre, les diplomates étrangers, conduits par le nonce apostolique Augustine Kassuja, n'ont fait aucune déclaration. La présence du nouveau Cemgam, le col Ndriarijaona André, et du col Noël Rakotonandrasana, a été aussi remarquée hier à l'épiscopat. Ils ont réaffirmé que les militaires ne sont pas d'accord avec la mise en place d'un Directoire militaire. « *Pour nous, ces généraux sont des petits Ravalomanana.* », a martelé le colonel Rakotonandrasana. Bref, la dissolution du gouvernement Rabemananjara et l'annonce d'un Directoire militaire, considérées par Marc Ravalomanana comme solutions à la crise, ont, mis de l'huile sur le feu.

RAJAOFERA Eugène

Source :

<http://www.midi->

[madagasikara.mg/midi/index.php?option=com_content&task=view&id=12455](http://www.midi-madagasikara.mg/midi/index.php?option=com_content&task=view&id=12455)

PAGE LAST UPDATED AT 16:57 GMT, WEDNESDAY, 18 MARCH 2009

Madagascar court backs handover



Rajoelina supporters celebrate in the streets

Madagascar's highest court has backed the handover of power to interim leader Andry Rajoelina. It comes a day after military leaders conferred powers to the 34-year-old when President Marc Ravalomanana quit.

But under the current constitution, the former disc jockey is six years too young to be elected president.

Zambia called for the immediate suspension of Madagascar from the African Union (AU) and Southern African Development Community (Sadc).

Zambian Foreign Minister Kabinga Pande also told a news conference in Lusaka: "Zambia rejects the unconstitutional change of government in Madagascar."

Meanwhile, France's foreign ministry said the 24-month deadline Mr Rajoelina has pledged for holding fresh elections was "too long".

A Quai d'Orsay spokesman stressed France would continue its aid to the island and "maintain its policy of co-operation".

'Back to normal'

Mr Rajoelina addressed supporters in the capital on Wednesday to promise a return to "normal life, to security and above all national reconciliation", reported Reuters news agency.

The constitutional court announced its approval of the power transition in a radio address, after being approached by Mr Rajoelina's supporters.

The BBC's Jonah Fisher, in the capital Antananarivo, says the legal decision is part of a process of legitimising Mr Rajoelina as president after he effectively seized power with the backing of his supporters and the military.

Our correspondent says there is relief on the streets that the Indian Ocean island's power struggle, which has left more than 100 people dead since January, has ended without further bloodshed so far.

'No power vacuum'

According to a legal document obtained by AFP news agency, the constitutional court "proclaims that Mr Andry Rajoelina exercises the attributions of the president of the Republic as stated by the provisions of the constitution".

But according to Malagasy law, the head of parliament's upper house should have taken over after the president's resignation and organised an election within two months.

Mr Rajoelina earlier told the BBC's World Today programme: "There must not be a power vacuum." He promised elections within the next 18 to 24 months and, asked why polls could not be held earlier, said he did not want "history to repeat itself".

"We'll have to change the constitution," he told the BBC. "We'll have to analyse the law on political parties, the electoral code; we need time to do all this."

Asked about the future of Mr Ravalomanana - whose whereabouts a day after his ousting were unclear - Mr Rajoelina said that was up to the judiciary.

Palace looted

Our correspondent says the Iavoloha palace formerly occupied by President Ravalomanana on the outskirts of the capital has been ransacked by looters.

Smashed photos of the former president lie on the floor and electrical equipment has been taken. The former mayor effectively took charge on Tuesday evening after the army rejected a plan laid out by the departing President Ravalomanana to hand over power to a military directorate.

Mr Rajoelina paraded triumphantly through the streets of the capital, after installing himself at the presidential residence seized by soldiers on Monday night.

He had rejected a proposal at the weekend by Mr Ravalomanana, who was re-elected to a second term in 2006, for a referendum on whether the president should serve the remainder of his mandate. The week's events have marked a dramatic victory for the young politician, who was sacked as mayor of the capital in February.



President Marc Ravalomanana 's whereabouts are currently unknown

Source: <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/7950183.stm>

US orders non-emergency workers out of Madagascar

WED MAR 18, 2009 8:10am EDT

WASHINGTON, March 18 (Reuters) - The U.S. State Department has ordered non-emergency personnel at the U.S. Embassy in Madagascar and all family members to leave because of escalating civil unrest.

In a warning issued late on Tuesday, the department also warned U.S. citizens of the risks of traveling to the Indian Ocean nation and recommended against going there.

"While American citizens have not been targeted to date, the Department of State has ordered the departure of non-emergency personnel and family members at the U.S. Embassy in Antananarivo due to the ongoing unrest and security concerns," the department said in a statement.

The statement told U.S. citizens already in Madagascar to consider the dangers of staying and "maintain a high level of vigilance and a low profile."

The worst unrest in years in Madagascar has killed at least 135 people, devastated a \$390 million-a-year tourism sector and worried multinationals with investments in mining and oil industries. (Editing by Bill Trott)

Source : <http://www.reuters.com/article/latestCrisis/idUSN18336261>



19 MARS 2009

Vice-Amiral Hyppolyte Rarison : « On n'a pas été du tout menacés »

« *La communication dans l'Armée en temps de crise* ». C'est le titre du mémoire présenté par le Vice-Amiral Hyppolyte Rarison Ramaroson à l'Ecole de guerre à Paris. Ceci expliquant sans doute cela, l'homme a eu une grande facilité de communication pendant la crise. Même au cours des moments chauds de mardi, à l'épiscopat Antanimena. Interview.

- Midi : Quel effet cela fait-il d'être président du Directoire militaire donc d'être le numéro Un de l'Etat pendant 6 heures ?

- Hyppolyte Rarison : « 4 heures plus exactement ». (éclats de rire).

- Midi: Comment l'avez-vous vécu ?

- H. R. : « Je ne me suis pas du tout considéré comme Président. A aucun moment, nous, les trois généraux, nous ne sommes mis dans la peau de qui que ce soit ».

- Midi : Justement, où étaient les trois autres généraux venus à Iavoloha ?

- H. R. : « Le général Raharijaona Lucien a des problèmes de santé. Quant au médecin général Fred Rakotovao, il était en pleine opération mardi ».

- Midi: Et le général Claude Ramanarivo ?

- H. R. : « Il était dans la salle mais on ne l'a pas remarqué car il était en tenue civile »

- Midi: Avez-vous eu peur lorsque les militaires ont armé leurs fusils à Antanimena ?

- H. R. : « Je n'ai jamais eu peur. J'ai vécu mon baptême de feu aux Seychelles ».

- Midi : Avez-vous été menacé au CAPSAT ?

- H. R. : « On n'a pas été du tout menacés par nos jeunes frères d'armes avec qui on a pu du reste discuter de l'avenir de l'Armée. Notre lettre était prête depuis 18 heures, mais on a attendu Norbert Ratsirahonana pour la rédiger sous forme d'ordonnance car nous ne sommes pas des juristes ».

- Midi : Mais y a-t-il eu un « deal » quelque part en contrepartie du transfert des pouvoirs à Andry Rajoelina ?

- H. R. : « Je viens de vous dire à l'instant que dès le départ, on a refusé le directoire militaire. C'était un piège. Ils ont concocté tout ça sans nous consulter. Nous aussi, nous étions devant le fait accompli comme Andry Rajoelina ».

- Midi : En tant qu'officiers généraux les plus gradés, quelle est votre place au sein de l'Armée ?

- H. R. : « D'après le statut des militaires, on n'a plus de commandement lorsqu'on a plus de 57 ans ».

- Midi : Est-ce à dire que vous n'avez plus votre mot à dire ?

- H. R. : « Au moment de la restructuration de l'Armée, on sera là avec nos jeunes frères d'armes. Non pas pour diriger mais pour jouer le rôle de facilitateur ».

- Midi : Savez-vous où se trouve l'ancien président Marc Ravalomanana ?

- H. R. : « En tout cas, il n'est pas chez moi. Franchement, j'ignore où il est. Tout ce que je sais, c'est qu'un avion affrété par un Etat étranger était prêt quelque part au cas où ».

- Midi : Au cas où quoi ?

- H. R. : « Au cas où il aurait voulu quitter le pays ».

Propos recueillis par R. O

Source :

www.midi-madagasikara.mg/midi/index2.php?option=com_content&do_pdf=1&id=12500



REPUBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

PRESIDENCE DE LA HAUTE AUTORITE DE LA TRANSITION

DECRET N° 2009-001/HAT
Portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Le Président de la Haute Autorité de la Transition;

Vu la constitution,

Vu l'Ordonnance n° 2009/001 du 17 Mars 2009 portant dissolution du Gouvernement, et donnant les pleins pouvoirs à un Directoire Militaire,

Vu l'Ordonnance n° 2009/002 du Directoire Militaire en date du 17 Mars 2009, conférant les pleins pouvoirs à Monsieur Andry RAJOELINA ;

Vu la décision conforme, N° 009/HCC de la Haute Cour Constitutionnelle

DECRETE

Article premier : Est nommé Premier Ministre, chef du Gouvernement,
Monsieur Monja ROINDEFO ZAFITSIMIVALO ;

Article 2 : Le présent Décret entrera en vigueur dès sa publication par émission radio-diffusée indépendamment de son insertion au Journal Officiel de la République.

Fait à Antananarivo, le 19 Mars 2009



Andry RAJOELINA

19 MARS 2009



1

L'HEBDO DE MADAGASCAR - VENDREDI 13 AU JEUDI 19 MARS 2009

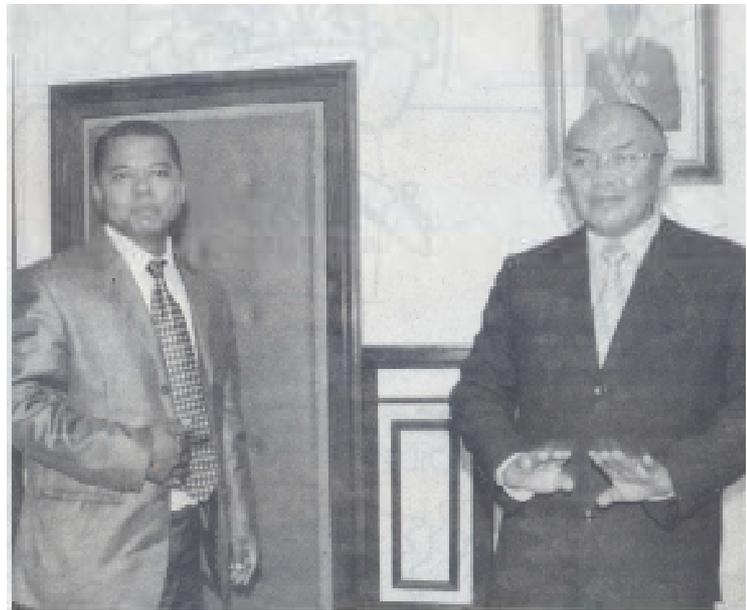
Roindefo à Mahazoarivo

ECHEC AU ROI

MONJA ROINDEFO, PREMIER MINISTRE DE ANDRY RAJOELINA, A FORCÉ HIER JEUDI VERS 17H48 LE PALAIS DU PREMIER MINISTRE CHARLES RABEMANANJARA, MAHAZOARIVO, MAIS SIEST CONDUIT COMME EN VISITE DE COURTOISIE. LE PRÉSIDENT RAVALOMANANA EST DÉSORMAIS SEUL, RESTE INTOUCHABLE.

Premier ministre Charles Rabemananjara se sont entretenus en privé pendant une bonne demi-heure, et se sont séparés sans faire aucune déclaration. Le camp de Andry Rajoelina, leader du mouvement vers la Transition- vient donc d'enregistrer sa première vraie victoire politique, permise par la volte-face imprévue des forces armées.

Le président Marc Ravalomanana est désormais isolé au milieu de l'échiquier politique. Monja Roindefo, Premier ministre du mouvement pour la transition, a élégamment signifié au monde hier après-midi à Mahazoarivo, qu'il n'y a plus de gouvernement Charles Rabemananjara. Et que le camp Andry Rajoelina est quasiment le maître de Madagascar. La chute de la primature est Je premier échec au roi, jusqu'au mat. Plus que contre Charles Rabemananjara, le coup de Mahazoarivo est bel et bien dirigé contre le président Marc Ravalomanana, désormais privé d'armée, puis d'administration et désormais, de gouvernement. La victoire de Mahazoarivo rend inutile toute prise de ministères. Selon des sources, les premières démissions du gouvernement Charles Rabemananjara



À Mahazoarivo, un gentlemen agreement a certainement été scellé, entre le passé, Charles Rabemananjara (à dr.) et le futur, Mania Roindefo (à g.).

se succéderont lundi prochain. incontournable dans le règlement de

Mais, protégé par son statut de l'actuelle crise politique. Ce qui explique le Président élu au suffrage universel, Marc l'extrême prudence de Andry Rajoelina Ravalomanana continue de rester • Mamy Nohatrarivo

HIER vers 17h48, Monja Roindefo a forcé les portes du palais de

Mahazoarivo à la tête d'un important contingent militaire, sans effusion de sang, mais s'est conduit comme en visite de courtoisie. Monja Roindefo et le



**COMMUNIQUE
SOMMET EXTRAORDINAIRE DE L'ORGANE DE LA TROIKA
SUR LA
COOPERATION EN MATIERE DE POLITIQUE, DE DEFENSE
ET DE
SECURITE**

**ROYAL VILLAS
EZULWINI, SWAZILAND**

COMMUNIQUE FINAL

1. Le Sommet Extraordinaire de la Troïka de l'Organe de Coopération en matière de Politique, de Défense et de Sécurité a eu lieu le 19 mars 2009, à Ezulwini, au Royaume du Swaziland pour discuter la situation politique et de sécurité dans la République de Madagascar.

2. Le Sommet Extraordinaire a été dirigé par Sa Majesté, le Roi Mswati III, Président de l'Organe de la SADC pour la Coopération en matière Politique, de Défense et de Sécurité.

3. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement suivants étaient présents au Sommet Extraordinaire de la Troïka de l'Organe :

Royaume du Swaziland :

Sa Majesté, le Roi Mswati III, Président de l'Organe pour la Coopération en matière de Politique, de Défense et de Sécurité

République du Mozambique :

Son Excellence le Président Armando Emílio Guebuza,
Vice-président de l'Organe pour la Coopération en matière de Politique,
de Défense et de Sécurité

République d'Angola :

Son Excellence M. Garcia Bires, Ambassadeur de la République
d'Angola au Mozambique

République d'Afrique du Sud :

Son Excellence M. Charles Nqakula, Ministre de la Défense de la
République d'Afrique du Sud

4. Le Secrétaire Exécutif de la SADC, Dr. Tomáz A. Salomão, était aussi présent à ce Sommet Extraordinaire.

5. Le Sommet Extraordinaire a noté qu'une Mission de la Troïka de la SADC a été chargée, le 9 février 2009, d'évaluer la situation dans la

République de Madagascar suite au résumé fait le Premier-ministre de Madagascar à la Troïka du Comité Ministériel de l'Organe, dans les marges du Sommet de l'Union Africaine, à Addis Ababa, en Ethiopie, le 2 février 2009.

6. Une Mission préliminaire pour la République de Madagascar a été chargée par le Secrétaire Exécutif de la SADC du 6 au 7 février 2009.

7. Une mission de suivi comprenant les Etats Membres de la Troïka de l'Organe (le Royaume du Swaziland, la République du Mozambique et la République d'Angola) s'est rendue sur place du 14 au 19 février 2009.

8. Le Sommet Extraordinaire a aussi noté que, dans une tentative d'avoir une connaissance de la situation politique et de sécurité dans la République de Madagascar, la Mission a fait des consultations avec les intervenants suivants :

i) Le Président de la République de Madagascar, Son Excellence M. Marc Ravalomanana ;

ii) Le Premier-ministre de la République de Madagascar, Son Excellence M. Charles Rabemanajara ;

iii) Le Ministre des Affaires Etrangères de la République de Madagascar, le Général Marcel Ranjeva ;

iv) Le Conseil National des Elections de Madagascar ;

v) Le Conseil des Eglises Chrétiennes de Madagascar ;

vi) La Chambre de Commerce et de l'Industrie d'Antananarivo ;

vii) Les membres du Corps Diplomatique accrédité à Madagascar ;

viii) L'ancien Maire d'Antananarivo, M. Andry Rajoelina.

9. Pendant ces consultations, la Mission a observé les faits suivants :

i) La nécessité d'encourager le dialogue politique entre les différents intervenants à Madagascar ;

ii) La nécessité d'avoir la tolérance politique et de respecter l'Etat de Droit.

iii) La nécessité de régler les défis politiques actuels à travers des moyens pacifiques autres que le recours à la violence.

iv) La nécessité de respecter les Droits de l'Homme.

10. Le Sommet Extraordinaire de la Troïka de l'Organe condamne fermement les actions inconstitutionnelles (assumées par l'opposition) qui ont conduit à l'éviction illégale (résignation forcée) du Président démocratiquement élu d'un Etat Membre de la SADC.

11. Dans de telles circonstances, la SADC ne reconnaît pas et ne peut pas reconnaître M. Andry Rajoelina comme Président de la République de Madagascar parce que sa nomination non seulement est une violation des principes démocratiques et de la Constitution de la République de Madagascar, mais elle est aussi une violation de principes fondamentaux, du Traité de la SADC et des Chartes de Nations-Unies et de l'Union Africaine.

12. Le Sommet Extraordinaire de la Troïka de l'Organe, par conséquent, appelle l'Union Africaine et la Communauté Internationale à ne pas reconnaître la nomination de M. Andry Rajoelina et à mettre de la pression sur les autorités *de facto* à Madagascar pour un retour le plus tôt possible à l'ordre constitutionnel et démocratique.

13. Le Sommet Extraordinaire de la Troïka de l'Organe appelle en plus tous les intervenants à s'abstenir de prendre toute action inconstitutionnelle et incompatible avec les valeurs démocratiques de notre région et de notre continent ou de mener des actions qui puissent provoquer plus de pertes de vies humaines, des blessures ou la destruction de propriétés.

14. En conformité avec le Traité de la SADC, Article 5 (b) et (c), la SADC doit continuer à promouvoir des valeurs politiques communes, des systèmes et d'autres valeurs partagées qui sont transmises à travers des institutions qui sont démocratiques, légitimes et efficaces. La SADC continuera à prendre contact avec toutes les parties concernées à Madagascar dans le but de faciliter les efforts de résolution pacifique de l'actuelle crise politique dans le pays. 15. Le Secrétaire Exécutif de la SADC et le Comité Ministériel de l'Organe sont mandatés par le Sommet de la Troïka de l'Organe pour prendre contact avec l'Union Africaine, les Nations-Unies et d'autres intervenants pour aider à définir une stratégie cohérente et complète qui conduira à la résolution du problème. Le Secrétaire Exécutif doit remettre un rapport à la Troïka dans sept (7) jours.

16. Au cas où il n'y aurait pas de coopération et non-conformité de la part du régime, *de facto*, à Madagascar, le Sommet de la Troïka de l'Organe recommande le Sommet d'examiner l'imposition de sanctions appropriées et/ou de recourir à toutes les ressources pertinentes disponibles pour restaurer l'ordre à Madagascar.

Fait à Ezulwini,
Royaume du Swaziland
LE 19 MARS 2009

Source :

<http://www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900SID/SNA-A-7QE87W?OpenDocument>

COMMUNIQUE DE LA BANQUE MONDIALE:

MADAGASCAR le cadre de la « Politique Opérationnelle 7.30 »
DEPUIS LE 17 MARS 2009

Washington, 8 Avril 2009 –

Face à la situation politique qui prévaut à Madagascar depuis le 17 mars 2009, le Siège de la Banque mondiale a pris la décision de placer ses opérations à Madagascar dans le cadre de la Politique opérationnelle 7.30, “Relations avec un gouvernement de facto”.

En ligne avec cette politique, la Banque mondiale n’autorisera aucune demande de paiement ou de retrait d’argent reçue à compter du 17 Mars 2009 et concernant les projets qu’elle soutient. Toutes les exceptions, y compris les requêtes pour une assistance de nature urgente et humanitaire, seront définies par le Management. Cette politique s’applique également aux nouveaux projets.

La politique susmentionnée restera en vigueur jusqu’à ce que les conditions autorisant une exécution effective des projets soient évaluées par la Banque mondiale comme étant satisfaisantes.

Bien que les statuts de la Banque mondiale ne l’autorisent pas à prendre une position sur des sujets politiques, ou à prendre une décision sur la base de considérations d’ordre politique, elle prévoit une normalisation de ses engagements avec le Gouvernement de Madagascar afin que les activités de développement économique puissent reprendre et bénéficier aux citoyens Malgaches, en particulier les plus pauvres.

Pour de plus amples informations sur les activités de la Banque mondiale à Madagascar,

Source :

<http://www.banquemondiale.org/madagascar>

19 MARS 2009

Sortie de crise

L'Arema pour une amnistie générale

Les ténors de l'Arema annoncent la couleur. Samuel Ralaidovy, coordonateur national de ce parti fondé par l'ancien chef d'État Didier Ratsiraka, a salué hier au Motel d'Anosy, l'audace d'Andry Rajoelina. « Nous félicitons l'acte de courage du président de la Haute autorité de la transition », déclare-t-il lors d'une rencontre avec la presse.

« Que cette transition réponde vraiment à l'attente de la population », souhaite pour sa part Jean Pierre Totobesola, ancien sénateur sous le bastion de l'Arema.

La journée d'hier fut une occasion pour les partisans de l'Arema de donner leur point de vue.

« Le régime transitoire doit être le reflet de la démocratie. Compte tenu de la situation politique à Madagascar depuis 2002, pour que cette visée politique ne soit pas un vain mot, nous pensons qu'une amnistie générale de tous les délits concernant les affaires 2002 devrait être accordée avant la tenue d'une conférence nationale », réclame Samuel Ralaidovy en évoquant la situation des exilés et détenus politiques après l'accession de Marc Ravalomanana au pouvoir.

A la communauté internationale et à l'Union africaine qui revendiquent le respect de la Constitution, Samuel Ralaidovy rappelle que toutes les crises qui sévissaient à Madagascar ont été réglées dans le cadre de l'extra-constitutionnel.

S'agissant de la mise en place de la Transition, ainsi que de la IV^e République, le conférencier de fustiger quelques politiciens rusés : « La pratique des faiseurs de rois est révolue. Ils ont montré leurs limites, ainsi que leur degré de nuisance. Une assise démocratique s'impose pour que notre pays ne souffre plus des crises politiques comme celle que nous venons de connaître », conclut-il.

Andry Ratovo

Source:

<http://www.lexpressmada.com/index.php?p=display&id=25204&search=Arema%20amnistie%20générale>

VENDREDI, 20 MARS 2009 00:00

PAR JEAN LUC RAHAGA

Affaire Lala Rasendrahasina - Le Capsat dément

Le Commandant Andrianasoavina Charles qui s'était chargé personnellement de la garde du Pasteur Lala Rasendrahasina est catégorique : « Je ne lui ai jamais fait boire son pipi ! ».

L'officier va même plus loin en indiquant que si le Pasteur est vraiment un chrétien, il doit dans ce cas dire à toute la population malgache la vérité. Effectivement après que les « *Mpiandry* » ont déterrés les objets fétiches de Marc Ravalomanana, qui est toujours vice-président de l'Eglise réformée Fjkm, beaucoup doutent aussi du Pasteur Lala Rasendrahasina, Président du Fjkm et mis en selle à la tête de cette église par l'ancien président de la République. Selon certains fidèles du Fjkm, il est tout au moins au courant de ces pratiques de Marc Ravalomanana. Pour en revenir à cette affaire concernant le Président du Fjkm, il a été arrêté avec les trois plus hauts gradés de l'armée par les militaires lors de l'annonce d'un directoire militaire à Antanimena mardi dernier, après la démission de Marc Ravalomanana. Le pasteur était ensuite retenu au camp du Capsat à Soanierana pendant quelques heures, le temps de faire la passation de pouvoir entre le directoire militaire et le Président de la Hat Andry Rajoelina. Selon l'explication d'un membre du bureau du Fjkm, avant-hier au temple d'Andrainarivo, c'est durant ce laps de temps qu'on a fait boire à Lala Rasendrahasina... sa propre urine. Ce propos a donc été démenti par le Cdt Andrianasoavina : « *Ce n'est pas digne d'un homme d'Eglise de mentir et j'ai veillé personnellement sur lui durant tout ce temps. Après la passation, il a été libéré de suite et c'est Norbert Lala Ratsirahonana qui l'a pris chez nous* ».

Pour l'autre homme détenu avec le Pasteur Lala Rasendrahasina et qui s'est fait passer pour être le garde du corps de ce dernier, il est toujours retenu au camp du Capsat à Soanierana et d'après le Cdt Andrianasoavina, il est soupçonné de faire partie des responsables de la tuerie du 7 février dernier à Ambohitsorohitra qui a fait une cinquantaine de morts

Source :

http://www.laverite.mg/index.php?option=com_content&view=article&id=4849:le-capsat-dement&catid=34:actualites-madagascar&Itemid=53

20 MARS 2009

PAGE 6 - L'EXPRESS DE MADAGASCAR DU VENDREDI 20 MARS 2009

PILLAGE À IAVOLOHA
La vitrine
de Madagascar
saccagée

La vitrine de Madagascar à Iavoloha a disparu avec le pillage du Palais présidentiel. Selon les informations émanant des employés qui y ont travaillé, tous les bureaux de la ferme ont été volés. Seules les végétations existent encore dans les plantations.

« Les vaches de race Holstein ont été embarquées dans un camion ramorqué avant le pillage. Quant aux autres zébus, des individus les ont fait servir une fois le pillage déclenché », témoigne un fonctionnaire. Selon lui, les autres troupeaux de la ferme ont été volés par la population des communes rurales environnantes; les cochons ont été mis dans des sacs, tandis que des volailles ont été tuées sur place pour être facilement emportées.

Des gens se sont introduits dans le Palais profitant de l'absence de la garde présidentielle après le départ de l'ancien occupant du Palais.

Jusqu'à hier, le Palais présidentiel d'Iavoloha n'est pas accessible. Les militaires en assurent la garde permanente.

F.S.

CORPS DE LA PAIX

Départ des volontaires américains

Une centaine de volontaires américains ont quitté Madagascar, abandonnant d'innombrables projets sociaux.

LES volontaires de Peace Corps regardent de quitter Grande Ile. Au nombre de 140, ils ont travaillé dans des programmes touchant la santé, l'environnement, l'éducation et les petites affaires. La dernière vague est partie, mardi. « Nous sommes déçus de devoir partir alors que nos projets commencent à intégrer des aspects positifs auprès des paysans », explique une volontaire qui a servi dans le Moyen-Ouest. Elle a développé avec les paysans une petite entreprise pour trouver des débouchés à leurs produits artisanaux.

Ordre de Washington

Une autre volontaire est attachée à ses élèves dans un petit village du district de Fandriana. « Elle nous a beaucoup aidés dans l'enseignement de la langue anglaise. Nous nous sommes vraiment attachés », souligne Hilaria Randriasoa, une lycéenne qui a côtoyé des volontaires dans son club d'anglais. L'ambassadeur des États-



Les volontaires du Peace Corps sont devenus proches des paysans malgaches.

Unis a été très préoccupé par la crise politique malgache. Il a encouragé ses compatriotes à partir dans les plus brefs délais sur ordre de Washington. L'arrivée d'une vague de volontaires « anticonformistes » prévus ce mois, a été annulée à la dernière minute. Des

volontaires de l'éducation est également attendu en juin, mais leur arrivée n'est pas certaine. « Nous espérons qu'ils rejoindront car le programme du Cap de la mer est nécessaire pour le développement de notre commune », souligne Andriamidy, maire d'Imbo-

Fandriana. L'ambassadrice - Teen Tyll - concédée par des volontaires sur la télévision nationale a été aussi interrompue. Pourtant, elle a eu un écho positif auprès des jeunes dans l'apprentissage de la langue de Shakespeare. Fanga Saholiantsoa

VENDREDI 20 MARS 2009

Torture du président de la FJKM

« Des mensonges » dixit le Cdt Randrianasoavina Charles

Par **Rakotoarilala Ninaivo**

« *Il y a trop de mensonges et de divagations autour de la capture du pasteur Rasendrahasina Lala ce mardi 17 mars 2009 à l'Episcopat Antanimena* ». C'est l'affirmation du commandant Randrianasoavina Charles ce jeudi 19 mars 2009, en réponse aux accusations faites dans la presse à l'endroit des éléments du Corps d'Administration des Personnels et des Services de l'Armée de Terre (CAPSAT).

« *La capture du président du FJKM par les éléments du CAPSAT à Antanimena était d'ordre sécuritaire. Je l'ai protégé contre une vindicte populaire qui menaçait car il y avait des gens qui lui en voulaient dans la cour* » résume le commandant Randrianasoavina Charles. Si c'était la foule massée à l'extérieur de l'Episcopat qui s'en serait pris au président de la FJKM, la situation aurait pris une autre tournure. Une nouvelle crise pour la nation.

Urine

Le commandant Randrianasoavina Charles affirme que personne n'a fait boire au président de la FJKM sa propre urine. « *Il a été juste placé dans un endroit du camp jusqu'à ce que l'annonce des généraux soit faite* » dixit le commandant. Après l'annonce de la passation de la direction du pays à Andry Rajoelina, le pasteur Rasendrahasina Lala est parti avec Ratsirahonana Norbert Lala. Le commandant de la CAPSAT a affirmé que le président de la FJKM n'a subi aucune torture durant son séjour dans le camp militaire de Soanierana.

Tortures

Les seules tortures que le pasteur Rasendrahasina Lala a pu avoir sont les quelques coups de poings donnés par la foule massée à l'extérieur de l'Episcopat Antanimena selon le commandant de la CAPSAT. Il y a une dame en T-Shirt jaune et un monsieur en chemise bleu qui ont réussi à se faufiler entre les militaires. Ils ont donné quelques coups au président de la FJKM. Ce dernier n'a montré aucun signe de blessure ou de traumatisme lorsque les éléments du CAPSAT l'ont conduit loin du quartier d'Antanimena.

Le commandant Randrianasoavina Charles affirme avoir été déçu par le pasteur Rasendrahasina Lala. Pour ce qui est du garde du corps du pasteur Lala Rasendrahasina, celui-ci est placé en garde à vue. Il sera présenté devant le juge. Il est accusé d'avoir participé au massacre d'Ambohitsorohitra. Affaire à suivre.

Source :

<http://www.madagascar-tribune.com/Des-mensonges-dixit-le-Cdt,11455.html>

Mahamasina le 21 mars 2009 : Discours du Président de la HAT

Mahamasina le 21 mars 2009 : Discours du Président de la HAT

Il s'agit du discours intégral prononcé en français du Président de la Haute Autorité de Transition de Madagascar, à l'occasion de la cérémonie officielle, légale et publique d'installation au pouvoir par les membres de la Haute Cour Constitutionnelle et le Grand Chancelier de Madagascar.

« Honorables invités, Mesdames et Messieurs,

Mes premiers mots sont des mots de remerciements, c'est un grand plaisir pour moi d'exprimer ma profonde gratitude et mon infinie reconnaissance au peuple malagasy, pour le courage soutenu qu'il a manifesté pendant ces longues semaines de lutte et, parfois, de dures souffrances. Le peuple malgache a encore une fois marqué sa volonté de changement, cette volonté est inébranlable, indestructible. Je suis ici, devant vous aujourd'hui, conscient de l'ampleur de la tâche qui nous attend, reconnaissant pour la confiance que vous m'avez témoignée et conscient des sacrifices que vous avez consentis, pour que nous puissions ensemble atteindre nos objectifs. Nous sommes réunis aujourd'hui, car nous avons vaincu la peur, nous avons l'espoir et la volonté de travailler main dans la main pour donner une nouvelle chance à notre pays de marcher enfin un véritable développement. Nous proclamons aujourd'hui la fin de la dictature, de la gabegie dans la gestion des affaires d'Etat, des mensonges et des fausses promesses, des exclusions et de la pensée unique qui ont, pendant, longtemps étouffé notre vie politique. Nous avons parcouru ensemble un long chemin, qui n'a jamais été un parcours pour les craintifs, mais pour les hommes et les femmes déterminés à réaffirmer la grandeur de notre Nation, parce que nous sommes convaincus que cette grandeur n'est jamais donnée, elle se mérite. Et nous savons, chers compatriotes, que nous la méritons. Nous avons pris des risques, parce qu'il faut oser prendre des risques pour atteindre nos objectifs, et pour arriver au bout du chemin qui nous a mené vers la liberté. Je sais pertinemment que nous nous sommes battus, nous nous sommes sacrifiés, nous avons travaillé sans relâche pour mener une vie meilleure. Nous avons franchi une étape importante, mais le plus dur reste à faire, à partir d'aujourd'hui, nous devons nous relever, et reprendre la tâche de la refondation de Madagascar.

Honorables invités, chers concitoyens,

La principale mission que doit accomplir le pouvoir de transition est de réaliser, en vingt-quatre mois, au maximum l'élaboration d'une nouvelle Constitution, d'un Code électoral avec l'instauration du système de bulletin unique et la mise en place d'une commission électorale complètement indépendante, d'un statut de l'opposition, d'une nouvelle loi sur la communication et de fixer les échéances électorales. Ces nouvelles législations sont nécessaires pour répondre aux attentes du peuple qui aspirent à des changements permettant d'instaurer une véritable démocratie, un réel Etat de droit, une bonne gouvernance effective, un vrai respect des libertés publiques et des droits de l'homme, mais aussi une vraie réconciliation nationale. Le calendrier de l'exécution des travaux, l'élaboration des textes, de la tenue des différentes élections sera arrêté d'un commun accord, au cours d'une concertation nationale où seront représentées les différentes composantes de la nation concernées (acteurs politiques, société civile, organisations de promotion et de protection des droits de l'homme, secteur privé, syndicats et d'autres encore...). Je sais qu'il y a des gens qui s'interrogent sur l'ampleur de nos ambitions, et qui pensent que nous serons capables de faire face à trop de grands projets à la fois. Mais je me permets de leur rafraîchir la mémoire. Il ne faut pas oublier ce que des hommes et des femmes malgaches, assoiffés de liberté, ont déjà fait ; et ce que des hommes et des femmes désormais libres peut réaliser quand l'imagination sert un objectif commun et que le courage s'allie à la nécessité. Nous gérerons les deniers publics avec sagesse, en pleine lumière et en toute transparence ; nous changerons les mauvaises habitudes. C'est seulement ainsi que nous pourrions restaurer l'indispensable confiance entre un peuple et son gouvernement. A tous les peuples et les gouvernants de nos pays amis et partenaires, bailleurs de fonds résidant à Madagascar ou ailleurs, qui nous regardent aujourd'hui : sachez que nous voulons le changement dans la façon de gérer notre pays avec une nouvelle vision, et que nous sommes déterminés à appliquer les principes et les règles de bonne gouvernance, et que nous sommes prêts à nouveau à jouer notre rôle afin qu'il y ait une alliance solide et durable avec tous nos partenaires. A ce titre, nous allons travailler inlassablement pour assainir les finances publiques par une politique rigoureuse d'austérité et le respect des règles de l'orthodoxie financière. Nous combattons sans merci la gabegie et le gaspillage. Les soldes dégagés seront utilisés aux actions sociales et à l'amélioration des conditions de vie des fonctionnaires et autres agents de l'Etat. La préoccupation primordiale du pouvoir de transition est le rétablissement de la sécurité afin que soit préservée la protection des biens et des personnes. Sur ce point, mes remerciements nourris vont

aux forces de l'ordre qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour assurer la tranquillité publique. Nous ne transigerons pas à l'égard des fauteurs de trouble, des acteurs d'actes de vandalisme que nous ne pouvons, en aucun cas, tolérer. Le peuple malgache aspire à vivre enfin dans la paix. Aux habitants des zones rurales, nous promettons de travailler à vos côtés pour faire en sorte que vos cultures prospèrent, que l'élevage de vos bétails soit sécurisé, et qu'il n'y ait plus de paysans affamés et sans eau potable. Par ailleurs, je veux rassembler tous les Malgaches ; je veux que chacun comprenne qu'il a sa place dans un pays libre, juste et bien gouverné. Il nous faut changer, non pas par amour du changement, mais parce que les Malgaches attendent autre chose que des discours du passé, des solutions et des mots vides de sens. Travaillons ensemble sans arrière-pensée, ensemble, la réussite est à notre portée. Pour ce faire, nous sommes décidés à privilégier le dialogue et la concertation avec les acteurs politique et de la société civile, les opérateurs économiques et toutes les composantes de la Nation. Nous avons la volonté politique de jeter les bases d'une véritable réconciliation nationale, nous respecterons l'indépendance de la Justice mais nous demandons à chaque magistrat de respecter les règles de droit. Nous allons poursuivre la politique de lutte contre la corruption qui continue à gangréner notre société. Nous n'hésiterons pas à sanctionner tout acte de corruption, quel qu'en soit l'auteur et à n'importe quel niveau qu'il se trouve. Je ferai personnellement une déclaration de mon patrimoine car j'ai accepté cette charge, non pas pour m'enrichir mais pour servir. Nous voulons respecter la laïcité de l'Etat car nous sommes contre l'instrumentalisation de l'Eglise à des fins politiques. Le pouvoir de transition déploiera tous les efforts nécessaires pour lutter contre le coût de la vie, améliorer la qualité de vie des Malgaches et réduire la pauvreté. A vous les opérateurs économiques, nous vous promettons la libre concurrence. Plus de monopole économique, plus de favoritisme économique. A vous les investisseurs, nous nous engageons à assurer la protection de vos investissements, à assurer la protection de vos investissements, à créer un climat de confiance en instaurant un dialogue permanent. Pour atteindre tous les objectifs que nous nous sommes fixés, notre stratégie est simple : la diffusion progressive d'une culture des résultats. Nous avons la volonté d'améliorer la qualité du service public à moindre coût. Lorsque nous regardons le chemin à parcourir, nous nous rappelons avec toute notre gratitude nos parents, nos fils et nos filles qui ont payé de leur vie pour que vienne enfin la liberté, notre liberté. Nous les honorons, non seulement parce qu'ils sont les gardiens de cette liberté, mais parce qu'ils incarnent l'esprit de sacrifice, leur disponibilité à mourir pour une cause qu'ils ont défendu, l'amour de leur patrie. Et à ce moment, c'est précisément leur esprit qui doit tous nous habiter.

Chers Ray aman-dreny, Chers frères et sœurs de Madagascar,

Chacun peut imaginer l'émotion profonde qui est la mienne au moment où je vais assumer la plus haute fonction de la République. Je mesure le poids de mes responsabilités à l'endroit de chacun d'entre vous. Quoi qu'un gouvernement puisse et doive faire, c'est en définitive de la foi et la détermination des Malgaches que ce pays dépend. C'est le courage d'un paysan prêt à obtenir une bonne récolte, la volonté d'un agent de l'Etat d'offrir un meilleur service à tous les contribuables, mais aussi la disponibilité d'un parent à nourrir son enfant, qui décide en définitive de notre destin. Je sais que la confiance que vous me témoignez me crée plus de devoirs que de droits. Je connais les difficultés des défis qui m'attendent. Notre force a été et sera d'être ensemble et de le rester. Les défis face à nous sont peut-être nouveaux. Les outils avec lesquels nous les affrontons sont peut-être nouveaux. Mais les valeurs dont notre succès dépend, le travail, l'honnêteté, le courage, le respect des règles, la tolérance, la loyauté et le patriotisme, sont connues de tous. Nous devons, de nouveau, faire nôtres ces valeurs. Elles seront la force tranquille de notre progrès. Nous devons entamer une nouvelle ère de responsabilité, une reconnaissance, de la part de chaque Malgache, que nous avons des devoirs envers notre pays, des devoirs que nous n'acceptons pas à contre-cœur mais saisissons avec joie, avec la certitude qu'il n'y a rien de plus satisfaisant pour l'esprit et qui définisse notre caractère, que de nous donner tout entier à une tâche difficile. C'est le prix, la promesse et le défi de la citoyenneté. Grâce à vous, je suis prêt à relever tous ces défis, à incarner vos espoirs, je suis prêt parce qu'au plus profond de moi-même, je sais que le peuple malgache ne redoute plus le changement mais qu'il l'attend. Je ferai tout pour mériter votre confiance et votre soutien ; et la source de notre confiance, c'est de savoir que Dieu nous appelle pour forger un destin incertain. De tout ce qui précède, et pour entamer le grand changement et la réconciliation nationale, j'ai décidé, ce jour, d'octroyer la grâce à tous les prisonniers politiques, incarcérés dans le pays comme ceux en exil à l'extérieur, pour marquer notre volonté de mettre fin à toutes les pratiques abusives contre les citoyens n'épousant pas la même vision politique que les tenants du pouvoir. De même, une réduction de peines va également être accordée à tous les condamnés. Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, est chargé de l'exécution de ces décisions, selon les dispositions des textes en vigueur.

Chers concitoyens,

Nous avons rendu possible ce que de nombreux ont pensé inaccessible ; nous avons eu une première victoire : cette victoire est la vôtre ! Nous, peuple malgache uni, déterminé pour le changement,

Oui, nous allons changer,

Oui, nous avons changé,

Oui, nous allons changer !

Tourner la page pour une nouvelle histoire de notre pays. Nous avons besoin des uns et des autres, le concours de tout un chacun, hommes et femmes, et surtout les jeunes, est indispensable. Ensemble nous allons reconstruire, bâtir et nous unir. Nous allons trouver une nouvelle approche, fondée sur l'intérêt et le respect mutuel.

Vive Madagascar !

Je vous remercie ».

Transcription : Jeannot Ramambazafy – Journaliste

Source : <http://www.madagate.com/politique/958-mahamasina-le-21-mars-2009-discours-du-president-de-la-hat.html>

21 MARS 2009

Pleins pouvoirs à Andry Rajoelina

Le plus jeune putschiste et président non élu au monde

Samedi, Andry Rajoelina a prêté serment comme président de la HAT (Haute Autorité de Transition) devant plusieurs milliers de partisans. A peine âgé de 34 ans, Rajoelina devient officiellement le plus jeune putschiste et président non élu au monde.

Non élu par son peuple

Non élu par son peuple, Rajoelina a désormais les pouvoirs d'un président de la République mais également les pouvoirs transférés des deux institutions que sont l'Assemblée nationale et le Sénat suspendus jeudi.

Devant une foule de plus de 40 000 partisans (AFP) réunis au stade municipal de Mahamasina, Andry Rajoelina a prêté serment comme « Président de la HAT » après plus de deux mois de violentes luttes de pouvoir face à Marc Ravalomanana.

Bulletin unique, grâces présidentielles

Dans son discours, Andry Rajoelina a promis la fin des monopoles économiques. Il souhaite que le prochain président n'ait droit qu'à un seul mandat et s'est engagé pour que les prochaines élections se déroulent selon la formule de bulletin unique afin d'éviter les fraudes électorales. Il promet une loi réglementant le secteur de la presse et accordera la grâce présidentielle aux exilés politiques dont l'« Amiral Rouge » Didier Ratsiraka et Pierrot Rajaonarivelo.

La cérémonie a été clôturée par un bal populaire et un feu d'artifice, « offert par Andry Rajoelina » nous a déclaré un chargé de communication du nouveau président.

Cérémonie boycottée

Derrière les artifices pourtant, le pouvoir commence à vaciller. Le régime Rajoelina peinerait toujours à recruter les ministres. Son gouvernement compte 11 ministres pour une vingtaine de postes et vient de perdre son ministre de la Défense. La communauté internationale a par ailleurs boycotté l'investiture. Les ambassadeurs ne sont pas venus. Certains juristes qualifient l'investiture de « caduque » et « anticonstitutionnelle ».

La Grande Ile vient quant à elle d'être suspendue de l'Union africaine, la SADC étudie des sanctions, les USA coupent leur aide non-humanitaire et l'Union Européenne fait de même. Toute la communauté internationale est unanime et qualifie l'accession au pouvoir de Rajoelina de « Coup d'Etat ».

Nicolas Sarkozy avait donné le coup de grâce vendredi. « Bien sûr, c'est ça, un coup d'Etat », avait-il déclaré à Bruxelles. « On prend acte », tente de rassurer Ny Hasina Andriamanjato, ministre des affaires étrangères de la HAT. « Nous comptons beaucoup sur la France pour nous aider », ajoute-t-il.

Armée divisée et sourires de façade

Le régime n'est donc par reconnu au-delà de Madagascar mais aussi à Madagascar même. Quelques milliers de manifestants se sont déjà rassemblés le jour de l'investiture pour dénoncer le coup d'Etat et un chef d'Etat illégitime. Et malgré les sourires de façade et les démentis de la HAT, d'après le quotidien français Le Monde des divisions persistent bel et bien au sein de l'armée où des colonels se sont trouvés au premier plan de la contestation, bousculant la hiérarchie. La grande parade militaire prévue samedi a été annulée et les responsables de l'armée s'inquiètent du contexte de dégradation du pouvoir. Toujours d'après Le Monde, le rôle des partis d'opposition et des officiers n'a pas encore été fixé clairement et un proche de l'ex-président a déclaré que les « (ex-) ministres ont reçu des menaces de mort ».



Investiture d'Andry Rajoelina (samedi 21/03)



Source :

<http://www.topmada.com/2009/03/pleins-pouvoirs-au-%c2%ab-plus-jeune-putschiste-et-president-non-elu-au-monde-%c2%bb/>

22 MARS 2009

Déclaration de l'ambassadeur des USA : "J'ai été menacé verbalement et avec des fusils"



C'est ce qu'a déclaré SEM Niels Marquardt l'ambassadeur des Etats-Unis dans un interview repris par les quotidiens Midi et Les Nouvelles. Il est en effet revenu sur l'épisode du 17 mars durant laquelle il a été menacé par des militaires dans l'Episcopat Antanimena.

"Des choses inacceptables en matière de Droits de l'Homme".

« Je ne m'attendais pas à cela en venant ici. Ce fut une mauvaise surprise tout au long de cette semaine, on a vu des choses inacceptables en matière de Droits de l'Homme. Ce qui est arrivé au pasteur Lala Rasendrasina (*) ne devrait arriver à qui que ce soit. J'ai pu voir de mes propres yeux jusqu'à quel point on a eu recours à la force dans ce coup d'Etat. Moi-même, j'ai été menacé verbalement et avec des fusils. Ce n'est pas normal que les militaires d'un gouvernement menacent les diplomates accrédités dans le pays».

Il a ajouté cependant avoir reçu des excuses de la part d'Andry Rajoelina et de Norbert Ratsirahonana.

"J'ai apprécié leur geste quoique cela n'excuse en rien ni n'efface cette violence."

"Tout ce qui s'est passé est examiné de très près par le département d'Etat. Nous avons des principes"

Anticipant la position officielle de Washington il a annoncé que « tout ce qui est assistance non humanitaire va être suspendu jusqu'à nouvel ordre ». Comme l'est déjà le Corps de la paix.

«On ne peut plus coopérer directement avec le gouvernement ni avec les militaires. Des projets comme le MCA sont destinés aux pays les plus démocratiques dans le monde. Cette suspension ne nous fait pas plaisir, mais nous avons des principes. »

Mr Marquardt a tenu à rappeler que «depuis le mardi 17 mars 2009, Madagascar se trouve dans une situation anticonstitutionnelle». A commencer par la remise des pleins pouvoirs à un Directoire militaire par Marc Ravalomanana et ensuite par la mise en place de la Haute Autorité de Transition.

Les Etats-Unis : premier bailleur bilatéral du développement socioéconomique de Madagascar.

Les Etats-Unis restent toujours prêts à aider le pays, a-t-il précisé et la reprise des projets et des aides sera conditionnée par le retour de l'ordre constitutionnel.

“Il ne faut pas non plus oublier que, sauf erreur, les Etats-Unis sont actuellement le premier bailleur bilatéral du développement socioéconomique de Madagascar. Nos interventions se chiffrent à près de 100 millions de dollars par an depuis ces dernières années...”

“tant que Madagascar reste dans une situation anticonstitutionnelle et tant que le climat de menace, d'intimidation, de violence persiste, la capacité de la communauté internationale à aider le pays sera réduite.”

Enfin, il a précisé que même si un bon nombre d'Américains - une partie du personnel de l'ambassade et des familles - ont quitté la Grande Ile, “ce n'est pas une évacuation de tous les ressortissants.”

(*) Le pasteur Lala Rasendrahasina, président du FJKM, a déclaré avoir été torturé et humilié par des militaires durant sa détention au CAPSAT. Des militaires ont nié ses accusations et l'ont accusé de “menteur”.

Source :

<http://www.topmada.com/2009/03/declaration-de-lambassadeur-des-usa-jai-ete-menace-verbalelement-et-avec-des-fusils/>

23 MARS 2009

par [Rakotoarilala Ninaivo](#)

Haute Autorité de la Transition

Une légalité totale selon la HCC



« L'ordonnance 2009-001, faite par le président Marc Ravalomanana le mardi 17 mars 2009 pour transférer la direction du pays au directoire militaire, qui a fait sortir Madagascar de sa crise politique ». C'est ce qu'a déclaré le président de la Haute Cour Constitutionnelle (HCC) Rajaonarivony Jean Michel ce samedi 21 mars à Mahamasina.

Par la suite, l'ordonnance 2009-002 faite par les trois généraux du directoire militaire a légalisé la prise du pouvoir de Andry Rajoelina. L'ordonnance 2009-001 équivaut à une démission du président de la République Marc Ravalomanana selon l'interprétation de Rajaonarivony Jean Michel. Il y a ainsi une vacance de poste à la présidence de la République.

Cérémonie « d'investiture » sans en porter le nom

Le président de la République a transféré les pleins pouvoirs au directoire militaire par l'article 4 de l'ordonnance 2009-001, ce directoire étant constitué par les trois hauts gradés de l'armée. Ces derniers peuvent faire en toute légalité un deuxième transfert de pouvoir à cause de cet article 4 selon l'interprétation de la HCC. C'est ainsi que la HCC a pu procéder à l'installation officielle de Andry Nirina Rajoelina au poste de président de la HAT. L'installation, qui s'est tenue ce samedi 21 mars 2009 au stade municipal de Mahamasina a mis en oeuvre les formalités protocolaires habituelles et s'apparente plus à une « investiture » qu'à une simple officialisation de prise de fonction.

Andry Rajoelina a fait un serment devant les membres de la HCC officielle. Il a obtenu les décorations de président de la République des mains d'un grand chancelier, Etienne Ralitera. Il a obtenu tous les honneurs militaires réservés au chef de l'Etat. Andry Rajoelina a fait une revue de troupes et a fait honneur au drapeau.

Consentement populaire ?

La foule est venue massivement au stade municipal de Mahamasina ce samedi 21 mars 2009. Le stade a été bien rempli, sur les gradins, comme sur le terrain. Aucun podium n'a été installé sur le terrain pour pouvoir contenir plus de personnes.

Selon un partisan de Andry Rajoelina, ce dernier « a fait en deux mois ce que Marc Ravalomanana a fait en sept mois en 2002. Même si Marc Ravalomanana est sorti d'une élection en 2002, il a fait une investiture devant une fausse HCC le 22 février 2002. Ce samedi 21 mars 2009, le serment de Andry Rajoelina a été reçu par une vraie HCC. Andry Rajoelina a fait ses preuves et a montré qu'il peut mieux faire que son prédécesseur. »

L'assistance anonyme qui était dans les gradins et sur la pelouse pense que « maintenant que le produit est sorti de l'usine, on verra s'il peut bien se vendre ». « Car c'est comme un produit, une marchandise comme toute autre, remarque un commerçant. On verra si le produit tient la route et qu'il génère des bénéfices aux marchands et aux clients

Source :

<http://www.madagascar-tribune.com/Une-legalite-totale-selon-la-HCC,11478.html>

LES NOUVELLES

23/3/2009

ANDRY RAJOELINA AUX COMMANDES DE L'ETAT

Grâce présidentielle pour marquer le coup

Finalemment parvenus à leurs fins, les manifestants de la place du 13 mai sont en liesse : leur président de la Haute autorité de la transition (HAT), Andry Rajoelina, a été intronisé officiellement comme nouveau chef de l'Etat pour un délai de 24 mois au maximum.

Devant environ 40.000 personnes, dans le stade de Mahamasina, Andry Rajoelina a prêté serment, à l'image de celui normalement requis à un président de la République qui prend officiellement ses fonctions à ce titre.

Dans son discours qui a suivi cette prestation de serment, Andry Rajoelina a annoncé ses priorités, lesquelles constituent également la mission essentielle du pouvoir de transition qu'il préside. Ce sont respectivement l'élaboration d'une nouvelle Constitution, d'un code électoral avec l'instauration du système du bulletin unique et la mise en place d'une commission électorale indépendante, d'un statut de l'opposition, d'une nouvelle loi sur la communication et la détermination des différentes échéances électorales. Tout cela devrait être à l'ordre du jour des prochaines assises nationales qui doivent également se prononcer sur la loi constitutionnelle régissant cette période transitoire avec ses différentes institutions.

«Grâce présidentielle» et promesses

En attendant, il a déjà pris sa première décision, celle d'une grâce présidentielle pour tous les détenus dont plus particulièrement ceux qualifiés de «*détenus politiques*» (voir article par ailleurs). La récente décision relative à la proclamation de la situation d'exception dans le pays l'autorise à prendre une telle mesure «*exceptionnelle*», car faut-il en effet souligner que le président de la HAT n'exerce que les attributions du président de la République telles que prévues aux articles 53 à 61 de la Constitution.

En expliquant sa décision, le président a souligné que cela entre dans le cadre des changements qu'il prévoit dans sa conduite des affaires nationales et pour entamer la réconciliation nationale revendiquée à plusieurs reprises durant ces dernières années, «*pour marquer notre volonté de mettre fin à toutes les pratiques abusives contre les citoyens n'épousant pas la même vision politique que les tenants du pouvoir*», a-t-il indiqué.

Au-delà des actions entrant dans cette mission de la transition, Andry Rajoelina a également annoncé plusieurs promesses et engagements personnels parmi lesquels figurent la fin de la dictature, de la gabegie dans la gestion des affaires de l'Etat, des mensonges et des fausses promesses, des exclusions et de la pensée unique *«qui ont pendant trop longtemps étouffé notre vie politique»*.

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la corruption qu'il prévoit aussi de renforcer, le chef de l'Etat s'est engagé à faire une déclaration de son patrimoine, soulignant que *«j'ai accepté cette charge, non pas pour m'enrichir mais pour servir»*. Enfin, il s'est également engagé à respecter la laïcité de l'Etat *«car nous sommes contre l'instrumentalisation de l'église à des fins politiques»*.

Amie de toutes les nations

Il est patent que, malgré la validation de son pouvoir par la Haute cour constitutionnelle qui l'a donc installé officiellement, samedi dernier, lors d'une cérémonie sinon d'une audience que l'on peut qualifier de *«solennelle»*, les réactions de la communauté internationale ne vont pas arranger les affaires de la HAT.

Les condamnations fusent en effet de tous bords et s'accordent à souligner que l'accession de Andry Rajoelina au pouvoir n'a pas respecté l'ordre constitutionnel en vigueur auquel tous les bailleurs de fonds et autres partenaires bilatéraux ou multilatéraux du développement attachent une importance particulière.

u titre de ces condamnations internationales du nouveau régime de transition, citons pêle-mêle celles de l'Union africaine, de l'Union européenne, de la SADC et des Nations unies, ou encore de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et de la Commission de l'océan indien (COI)...

Aussi, Andry Rajoelina se devait de les rassurer en faisant remarquer : *«A tous les peuples et gouvernants de nos pays amis et partenaires, bailleurs de fonds résidant à Madagascar ou ailleurs, qui nous regardent aujourd'hui : sachez que Madagascar est l'amie de chaque nation et de tous les citoyens du monde, et que Madagascar cherche aujourd'hui un nouvel espoir, un avenir de paix et de liberté. Sachez que nous voulons le changement dans la façon de gérer notre pays avec une nouvelle vision. Nous sommes déterminés à appliquer les principes et les règles de bonne gouvernance, et nous sommes prêts à nouveau à jouer notre rôle afin qu'il y ait une alliance solide et durable avec tous nos partenaires...»*.

Pour dire que la tâche sera encore dure et difficile pour ces dirigeants de la HAT, car tout porte à penser qu'en dépit de ce message appelant à une reprise et une continuité des coopérations internationales du pays, celui-ci risque de passer comme un simple appel dans le désert. D'autant plus que la plupart de ces bailleurs et partenaires internationaux affichent une nette impression de vouloir sanctionner *«l'illégalité»* du pouvoir de la HAT.

Miadana Andriamaro

Source : <http://www.les-nouvelles.com>

23 MARS 2009

par **Rakotoarilala Ninaivo**

Les pro-Ravalomanana réinvestissent la Place du 13 mai

Les manifestants défenseurs du régime Marc Ravalomanana sont descendus sur la Place 13 mai ce samedi 21 mars 2009. Ils sont venus en grand nombre pour investir à nouveau le site selon le témoignage d'une Pro-Rajoelina qui a observé pacifiquement la marche des manifestants pro-Ravalomanana. Ce témoin a tout de même été impressionné par le nombre qu'il estime à près d'un millier.

Peu de journalistes ont osé faire la couverture de cette ré-investiture de la Place 13 mai par crainte de leur vie. Ils ont tous préféré couvrir la cérémonie d'installation du président de la Haute Autorité de la Transition Andry Rajoelina, au stade municipal de Mahamasina. Certains journalistes affirment que les partisans du mouvement pro-Ravalomanana sont un peu violents envers la presse.

Le mouvement des défenseurs du régime Marc Ravalomanana, a commencé sur la Place de la démocratie dans la matinée du samedi 21 mars 2009. Vers 11 heures, la place de la démocratie d'Ambohitovo était encore à moitié vide. La manifestation n'a pas de meneur ni d'animateur. Il y a eu juste une banderole disant arrêtez de terroriser la population.

Les manifestants ont cotisé pour se procurer un mégaphone. Vers midi, ils ont décidé d'aller investir la place du 13 mai. Les manifestations sur la place du 13 mai ne sont pas encore terminées. Ce sont les manifestants qui changent. Affaire à suivre.

Source :

<http://www.madagascar-tribune.com/Les-pro-Ravalomanana,11483.html>

24 MARS 2009

Affaire Lala Rasendrahasina - Le Fjkm reconnaît avoir menti

Jean Luc Rahaga

Le Secrétaire Général de l'Eglise protestante réformée ou Fjkm a reconnu dimanche dernier lors d'un culte qui s'est tenu au temple d'Andrainarivo qu'effectivement, les militaires n'ont jamais fait boire son... urine au Président de cette église, le Pasteur Lala Rasendrahasina comme l'a affirmé le Commandant Charles Andrianasoavina. Rappelons que selon un membre du bureau de l'église, cette affaire s'est déroulée lors du moment où le Pasteur était retenu au camp du Capsat à Soanierana et ce membre a affirmé qu'on lui a fait boire son pipi ! Le Commandant Andrianasoavina Charles qui s'était chargé personnellement de la garde du Pasteur Lala Rasendrahasina est catégorique et l'officier était même allé plus loin en indiquant que si le Pasteur est vraiment un chrétien, il doit dans ce cas dire à toute la population malgache la vérité. La question se posait effectivement depuis que les « Mpiandry » ont trouvé et déterrés les objets fétiches de Marc Ravalomanana, qui est toujours vice-président de l'Eglise réformée Fjkm. Ainsi, beaucoup ont douté de la sincérité et de l'honnêteté du Pasteur Lala Rasendrahasina, Président du Fjkm qui était propulsé à ce poste par l'ancien président de la République. Pire, certains fidèles du Fjkm soupçonnent que Lala Rasendrahasina est très au courant de ces pratiques diaboliques de Marc Ravalomanana. Le Président du Fjkm a donc été arrêté avec les trois plus hauts gradés de l'armée par les militaires lors de l'annonce d'un directoire militaire à Antanimena mardi dernier, après la démission de Marc Ravalomanana. Le pasteur était ensuite retenu au camp du Capsat à Soanierana pendant quelques heures, le temps de faire la passation de pouvoir entre le directoire militaire et le Président de la Hat Andry Rajoelina. Selon l'explication de ce membre du bureau du Fjkm, avant-hier au temple d'Andrainarivo, c'est durant ce laps de temps que l'affaire s'est déroulée. Et avant-hier, le Sg de cette église a annoncé qu'il s'agit d'un... malentendu venant d'un mot souvent utilisé par les Malgaches lorsque l'on a de l'émotion mais un mot que Lala Rasendrahasina n'a pas l'habitude d'entendre ! En tout cas, le débat est clos sur ce sujet sauf si d'autres vont encore soulever le petit oubli de présenter par la suite les excuses après avoir accusé les militaires.

Jean Luc Rahaga

Source :

http://www.laverite.mg/index.php?option=com_content&view=article&id=5024:lefjkm-reconnaitavoir-menti&catid=34:actualites-madagascar&Itemid=53

LES NOUVELLES

25/3/2009

PERTES D'EMPLOIS DUES À LA CRISE POLITIQUE

Enormes risques de tensions sociales

Certaines personnes minimisent les incidences de la crise politique sur l'emploi. Elles avancent qu'aujourd'hui, le bilan se solde par une dizaine de milliers de nouveaux chômeurs. Ce qui est bien loin de faire le compte.



En effet, rien que le groupe Tiko à lui seul compte déjà plus de 5.000 employés dans toute l'île. Or, on peut considérer que la majorité des unités composant le groupe ne sont plus aujourd'hui en activité.

Lors de la présentation du Madagascar Business Espoir qui va se dérouler au parc Futura d'Andranomena pendant tout un mois, ses organisateurs ont annoncé qu'on a identifié, à ce jour, 140 entreprises victimes de pillage pendant la crise politique. On peut en déduire qu'un grand nombre d'emplois ont été perdus.

Et on ne parle là que des emplois directs perdus. Il ne faut pas oublier les milliers de petits emplois qui se sont créés autour de ces entreprises et activités. Point n'est plus besoin de ressasser les problèmes du secteur du tourisme, l'un des plus frappés par cette crise politique en raison de l'absence de clients.

Et ce n'est pas du jour au lendemain que les établissements touristiques (hôtels, restaurants...) verront les clients affluer et la situation s'améliorer. Les responsables du tourisme auront fort à faire pour redorer la destination Madagascar vis-à-vis des touristes et des organisateurs de voyages. Des problèmes non moins graves sont également perceptibles au niveau des entreprises franches. Et ceux-ci risquent de s'amplifier au fil des mois à venir.

Il ne faut pas prendre à la légère la situation et avancer des chiffres farfelus qui ont pour conséquence de minimiser les incidences de la crise politique sur l'emploi. La perte d'emplois, si elle est trop importante, risque d'aboutir un jour ou l'autre à une situation de crise sociale.

Le maintien des emplois ainsi que la création de nouveaux doivent être l'une des priorités auxquelles doit s'atteler le nouveau pouvoir car cette nouvelle vague de chômeurs risque d'aller remplir les rangs des couches les plus défavorisées et ceux des mécontents du régime.

Ranaivo Lala Honoré

Source : <http://www.les-nouvelles.com>

CHRONIQUE DE VANF

Il faudra bien en parler

Par Nasolo-Valiavo Andriamihaja

Toutes les vérités sont-elles bonnes à dire surtout quand elles risquent de blesser ? La discussion aurait sans doute dû être abordée, voilà cinquante ans, parce que, comme dit le dicton malgache « mpifankatia tsy mifamarafara, ady no farany » : amoureux sans franchise aboutiront à l'impasse de la dispute.

Cette crise politique malgache-malgache l'a encore démontré : les Malgaches ne se sentent Africains que par défaut. C'est lors de la crise de 2002 que, fait tout à fait inédit dans les annales de la Grande île, un émissaire de l'alors Organisation de l'Unité Africaine se rendit à Madagascar. L'OUA, s'en tenant à une position de principe ne reconnaissant aucune prise illégale et anticonstitutionnelle du pouvoir, ne pouvait que déplaire à la foule de la Place du 13 mai, déjà acquise à la cause de Marc Ravalomanana. Dans cette crise 2009, campant sur les mêmes principes non-négociables, l'Union Africaine est montrée du doigt par la foule qui soutient Andry Rajoelina.

Les émissaires africains, qui ont essayé de s'impliquer dans la résolution de cette crise par le dialogue, n'ont apporté aucune valeur ajoutée. Les protagonistes malgaches ne leur en avaient pas laissé les moyens. Un jour, il serait intéressant de savoir ce que ces émissaires de l'UA pensent du contexte général et du sentiment des Malgaches à leur endroit. On a pu, en effet, entendre certaines remarques proches du mépris raciste : « Honte aux Malgaches, ce sont les « Gena » (Nègres) qui viennent leur faire la leçon ». De fait, l'Afrique est généralement perçue comme le continent des putschs et des coups d'État et les Malgaches le prennent mal de se faire chapitrer sur la question.

Un État malgache, que certains auteurs vont jusqu'à qualifier de « premier État malais moderne », a vu le jour au XIX^{ème} siècle, fondé sur l'œuvre politique d'Andrianampoinimerina et consacré sur le plan international par le traité que signa son fils Radama avec Sir Robert Farquhar, Gouverneur britannique de l'île Maurice, le 23 octobre 1817. Jusqu'à la capitulation du 30 septembre 1895, cet État n'avait entretenu de relations qu'avec le sultanat de Zanzibar, une autre île, alors possession des émirs arabes d'Oman. On peut dire que, jusqu'à l'invention par l'empire français des AOF (Afrique occidentale française), AEF (Afrique équatoriale française), « Madagascar et dépendances » n'avait aucune conscience de l'Afrique. Le ministère français des colonies eut une approche que l'on qualifierait aujourd'hui de « régionale » : c'est la France qui fit se découvrir les Africains francophones et les Malgaches, au-delà des clichés de l'esclave « masombika » (mozambicain) ou du tirailleur sénégalais. Exposition Universelle, École française d'Outre-Mer, tournée du général de Gaulle, le mouvement de la Francophonie, furent autant d'événements qui y contribuèrent. Depuis, les compétitions sportives (Madagascar gagna la toute première Coupe d'Afrique de Basket-Ball féminin, au lendemain du recouvrement de l'indépendance) tout autant que les sommets réguliers de l'OCAM (organisation commune africaine et malgache), l'ancêtre de l'OUA puis de l'actuelle UA, ont induit une apparence d'intimité qui ne se vérifie pas dans l'histoire.

Les relations de Madagascar avec l'Afrique et le sentiment des Malgaches envers les Africains relèvent d'un immense malentendu dont la façade diplomatique n'a pas toujours surmonté le fond atavique d'hypocrisie. Un partenariat authentique ne peut se baser sur tant de non-dits.

Source : <http://www.lexpressmada.com/index.php?p=display&id=25312>